

SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT

DEUXIÈME TRIMESTRE

30 juin 2021

(non audité)

Rapport financier trimestriel

Table des matières

RAPPORT DE GESTION	3
APERÇU	3
CONTEXTE OPÉRATIONNEL ET PERSPECTIVES POUR 2021	4
RÉSULTATS FINANCIERS	9
GESTION DES RISQUES	18
DONNÉES TRIMESTRIELLES HISTORIQUES	19
ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS TRIMESTRIELS NON AUDITÉS	20

Rapport de gestion

APERÇU

Le présent rapport de gestion sur la situation financière et les résultats d'exploitation, tel qu'il a été approuvé par le Comité de vérification le 24 août 2021, a été préparé pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2021. Il vise à fournir aux lecteurs un aperçu de notre rendement en le comparant aux trois mois et aux six mois correspondants de l'exercice précédent. Ce rapport de gestion doit être lu conjointement avec les états financiers consolidés trimestriels non audités et le Rapport annuel 2020. Les états financiers consolidés trimestriels non audités ont été préparés conformément à la norme comptable internationale IAS 34, *Information financière intermédiaire*; ils n'incluent pas toute l'information devant être fournie dans les états financiers consolidés annuels complets. Les états financiers consolidés trimestriels non audités ont fait l'objet d'un examen par Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L. Sauf indication contraire, les montants y sont libellés en millions de dollars canadiens.

Les informations concernant nos principales méthodes comptables, nos jugements et nos estimations se trouvent dans notre Rapport annuel 2020. La pandémie mondiale actuelle de COVID-19 a amplifié l'incertitude de mesure au moment de porter des jugements et d'élaborer les hypothèses utilisées dans les estimations. Nous avons inclus des renseignements supplémentaires à la note 4 de nos états financiers consolidés trimestriels non audités. À l'exception de ce qui est mentionné ci-dessus, aucun changement significatif n'avait été apporté à nos principales méthodes comptables, à nos jugements ou à nos estimations à la clôture du deuxième trimestre de 2021.

Énoncés prospectifs

Notre rapport financier trimestriel contient des énoncés prospectifs qui se trouvent, notamment, dans la section « Contexte opérationnel et perspectives pour 2021 » du rapport. De par leur nature même, les énoncés prospectifs nous obligent à formuler des hypothèses et comportent des incertitudes et des risques intrinsèques qui pourraient donner lieu à des résultats réels qui s'écartent significativement des attentes exprimées dans ces énoncés prospectifs.

Mesures non définies par les IFRS

Nous avons recours à un certain nombre de mesures financières pour évaluer notre rendement. Certaines de ces mesures ne sont pas calculées selon les Normes internationales d'information financière (IFRS), ne sont pas définies par les IFRS et n'ont pas de définition normalisée, de sorte qu'elles pourraient ne pas être comparables à celles d'autres organisations. Ces mesures non définies par les IFRS servent à compléter l'information présentée dans les états financiers consolidés trimestriels non audités préparés conformément aux IFRS et peuvent être utiles pour analyser le rendement et comprendre les indicateurs de mesure utilisés par la direction dans ses décisions financières et opérationnelles. Les définitions des mesures non définies par les IFRS utilisées dans le rapport financier trimestriel sont énoncées dans le glossaire des mesures non définies par les IFRS du Rapport annuel 2020.

CONTEXTE OPÉRATIONNEL ET PERSPECTIVES POUR 2021

Les événements ci-après pourraient influencer nos activités futures.

COVID-19

Au cours du premier semestre de 2021, on a connu une accélération de la vaccination contre la COVID-19 au Canada et une stabilité généralement accrue de l'économie canadienne. Par conséquent, bien que le gouvernement du Canada ait prolongé certains programmes de soutien aux personnes et aux entreprises touchées par la pandémie, il en a aussi éliminé de nombreux autres. Cela comprend la plupart des programmes que nous avons administrés au nom du gouvernement en 2020, comme l'Aide d'urgence du Canada pour le loyer commercial et le Programme d'achat de prêts hypothécaires assurés, l'élargissement de l'admissibilité à l'assurance de portefeuille et l'élargissement de nos pouvoirs en ce qui concerne les Obligations hypothécaires du Canada que nous avons décrits plus en détail dans notre Rapport annuel 2020.

L'amélioration de la stabilité a réduit la volatilité de nos résultats financiers. Néanmoins, nous continuons d'effectuer des simulations de crise et des analyses de scénarios pour comprendre l'incidence que pourrait avoir la pandémie dans le futur. Nos tests indiquent que nous disposons d'assez de capital pour verser des dividendes, tout en conservant suffisamment de capital en réserve pour faire face à des ralentissements économiques extrêmement importants. Par conséquent, nous avons rétabli nos paiements de dividendes au premier trimestre. Nous avons également déclaré et payé des dividendes de 4 290 millions de dollars au gouvernement du Canada depuis le début de l'année. Cela a réduit le ratio de notre test de suffisance du capital des sociétés d'assurance hypothécaire (TSAH), nos placements et nos produits de placements.

De plus, à compter du 5 juillet 2021, nous sommes retournés à nos pratiques de souscription antérieures à juillet 2020 pour l'assurance prêt hypothécaire pour propriétaires-occupants, plus particulièrement :

- nous considérerons un rapport d'amortissement brut de la dette maximal de 39 % et un rapport d'amortissement total de la dette maximal de 44 % pour les emprunteurs qui ont de solides antécédents de gestion de leurs obligations de paiement;
- au moins un emprunteur (ou une caution) devra avoir un pointage de crédit minimal de 600 au moment où la demande d'assurance est soumise;
- comme toujours, nous tiendrons compte de la solidité globale de la demande d'assurance prêt hypothécaire, ce qui suppose d'utiliser d'autres méthodes pour établir la solvabilité des emprunteurs sans antécédents de crédit.

Bien qu'elles soient de plus en plus claires, les répercussions de la COVID-19 n'ont pas complètement disparu. La pandémie et les politiques mises en place pour y répondre ont entraîné divers effets qui continuent d'influer sur nos activités et nos résultats financiers. Comme indiqué ci-dessous dans la section « Conjoncture économique et indicateurs du logement », le prix des habitations a continué d'augmenter en 2021 dans la plupart des régions du Canada. Le produit intérieur brut (PIB) a augmenté lui aussi, tandis que le taux de chômage a diminué par rapport à 2020.

Par ailleurs, nous considérons maintenant que nous avons un portrait exact des prêts en souffrance, plusieurs mois après que les ententes de report des paiements hypothécaires offertes à la population canadienne ont officiellement cessé, le 30 septembre 2020. Ces ententes ont réduit le nombre de prêts en souffrance et ont nui à notre capacité de déterminer si un prêt en souffrance était attribuable à un cas de défaut.

Contrairement à ce qui était prévu au départ, les prêts qui faisaient l'objet d'un report n'ont pas donné lieu à des demandes de règlement après que les effets se sont fait sentir et que les ententes de report ont pris fin. Notre taux de prêts en souffrance est donc demeuré faible. En nous fondant sur notre évaluation de ces données sur les demandes de règlement et les prêts en souffrance, ainsi que sur les variables économiques, nous avons réduit davantage notre provision pour règlements au deuxième trimestre. Pour de plus amples renseignements, reportez-vous à la section « Paramètres et ratios financiers » ci-dessous et aux notes 4 et 7 de nos états financiers consolidés trimestriels non audités.

Nos capacités de gestion de crise nous permettent de demeurer résilients face aux menaces externes. Cependant, l'incertitude et les risques persistent. En effet, le risque de propagation de variants du coronavirus, qui sont jugés préoccupants, et les restrictions plus importantes imposées aux ménages et aux entreprises, en plus des risques liés à la population non vaccinée, pourraient faire déraiper la reprise économique et nuire à nos résultats financiers.

Au-delà des répercussions économiques, nous avons également continué de mettre l'accent sur la santé et la sécurité de nos employés et d'assurer la continuité de nos activités. Notre philosophie de travail axée uniquement sur les résultats permet à notre personnel de travailler à distance, ce qui minimise l'incidence de la pandémie sur nos activités principales. Nous avons identifié les employés essentiels à la mission afin d'assurer la continuité des activités, et nos gestionnaires de personnes continuent de surveiller l'effectif dans ces secteurs d'activité essentiels.

Nous continuons de suivre de près l'évolution de la pandémie et, en tant qu'organisme national responsable de l'habitation au Canada, nous sommes prêts à prendre les mesures qui s'imposent pour soutenir la population canadienne et l'économie pendant la crise.

Conjoncture économique et indicateurs du logement

À la mi-juillet 2021, le succès de la vaccination contre la COVID-19 a fait du Canada l'un des pays les plus vaccinés au monde¹. Cette campagne solidifie les bases d'une reprise durable. L'immunité collective et l'assouplissement des restrictions qui en découle devraient entraîner une forte croissance économique au deuxième semestre de 2021.

Le Canada a subi les effets négatifs de la pandémie en 2020. En effet, le PIB réel a diminué de 5,3 %. Cette baisse fait suite à des augmentations de 2,4 % et de 1,9 % en 2018 et en 2019, respectivement. Toutefois, l'économie devrait rebondir en 2021 et connaître une croissance de 6,0 %², ce qui ferait plus que compenser la baisse enregistrée en 2020. Des politiques monétaires et budgétaires très accommodantes continueront de favoriser la reprise économique. Les consommateurs seront probablement à l'origine de la reprise en raison de la demande refoulée, de l'épargne accumulée pendant la pandémie, du regain de confiance des consommateurs et du revenu provenant de l'amélioration du marché du travail. Les investissements des entreprises devraient s'accélérer en raison du regain de confiance observé chez elles au premier semestre de 2021. La forte demande étrangère et les prix élevés des produits de base soutiendront la reprise des exportations du Canada.

Le marché canadien du travail ne s'est pas encore complètement redressé. En juin 2021, le marché de l'emploi comptait toujours 340 000 emplois de moins qu'avant la pandémie. Presque tous les emplois perdus sont des postes à temps plein. Le nombre de personnes au chômage de longue durée – à la recherche d'un emploi depuis plus de 27 semaines – demeure également élevé par rapport à ce qu'il était avant la pandémie. Cette situation pourrait laisser des séquelles économiques persistantes, car ces personnes sans emploi depuis longtemps pourraient subir une dépréciation de leurs compétences, ce qui réduirait leur productivité et leurs revenus par rapport à ce qu'ils étaient avant la pandémie.

En 2021, le marché de l'habitation a poursuivi sa croissance rapide amorcée au deuxième semestre de 2020. Le prix MLS[®] moyen au Canada a atteint un sommet record de 675 492 \$ au cours des six premiers mois de 2021. Cela représente une augmentation de 30 % par rapport à la même période en 2020, lorsque l'activité dans le secteur du logement a temporairement cessé en mars et en avril. De même, au cours des six premiers mois de 2021 et comparativement à la même période en 2020, le nombre désaisonnalisé annualisé de ventes MLS[®] a augmenté de 71 % pour atteindre un sommet historique de 717 368 logements. Quant au nombre désaisonnalisé annualisé de mises en chantier, il a augmenté de 48 % pour atteindre un autre sommet historique, soit 293 567 logements commencés. La faiblesse des coûts d'emprunt, les répercussions plus faibles de la pandémie sur l'emploi des ménages à revenu élevé, l'évolution des préférences des acheteurs pour les maisons individuelles non attenantes, l'offre limitée et les programmes de soutien du revenu du gouvernement sont tous des facteurs qui ont contribué à la récente vigueur du marché de l'habitation.

L'incertitude reste élevée en ce qui concerne le marché de l'habitation au Canada. Parmi les risques faisant que l'activité pourrait dépasser les prévisions, on note un essor économique combiné à de faibles taux hypothécaires, un retour de l'immigration et une préférence continue pour les logements plus grands dans le cadre de plans durables de télétravail. Parmi les risques présentant un risque de détérioration, on note l'hésitation des consommateurs, les pressions inflationnistes plus fortes que prévu qui alimentent une hausse des taux d'intérêt et des taux hypothécaires, ainsi que l'évolution de nouveaux variants du coronavirus à l'échelle mondiale. En outre, le ratio de la dette au revenu disponible des ménages est revenu à des niveaux élevés, puisqu'il s'est établi à 172 % au premier trimestre de 2021. La SCHL va continuer de surveiller les signes de forte vulnérabilité du marché de l'habitation.

¹ [Ourworldindata.org](https://ourworldindata.org) : Proportion de personnes ayant reçu au moins une dose du vaccin contre la COVID-19 (Canada = 70 %). (En anglais seulement.)

² Banque du Canada, Rapport sur la politique monétaire, juillet 2021.

Budget fédéral de 2021

Dans son budget de 2021, le gouvernement du Canada a annoncé plusieurs éléments liés au logement, notamment de nouveaux investissements et le report de programmes existants. Nous dirigeons les initiatives suivantes :

Nouveaux investissements dans des prêts aux propriétaires-occupants destinés à financer les rénovations écoénergétiques. Afin de mettre en valeur la Subvention canadienne pour des maisons plus vertes administrée par Ressources naturelles Canada, le budget de 2021 a proposé un financement de 4,4 milliards de dollars sur cinq ans, à compter de 2021-2022, pour aider plus de 200 000 propriétaires-occupants à effectuer des rénovations majeures au moyen de prêts sans intérêt pouvant atteindre 40 000 \$. Ces prêts seraient offerts aux propriétaires-occupants et aux propriétaires-bailleurs qui entreprennent des rénovations écoénergétiques déterminées dans le cadre d'une évaluation énergétique ÉnerGuide autorisée.

Nouveaux investissements dans la Stratégie nationale sur le logement (SNL). Le budget a proposé de fournir 2,5 milliards de dollars supplémentaires sur sept ans, à compter de 2021-2022, pour les programmes suivants :

L'Initiative pour la création rapide de logements (ICRL) recevra 1,5 milliard de dollars en 2021-2022 afin de répondre au besoin urgent en matière de logement des populations vulnérables du Canada, en leur offrant rapidement un logement convenable et abordable. Au moins 25 % de ce nouveau financement sera consacré à des ensembles résidentiels ciblant les femmes. Les logements seront construits dans les 12 mois suivant le versement des fonds aux demandeurs du programme. Au total, ce nouveau financement permettra de faire croître d'au moins 4 500 l'offre de logements abordables au Canada, en plus des 4 700 logements déjà financés par l'investissement de 1 milliard de dollars annoncé dans l'Énoncé économique de l'automne de 2020. Le gouvernement a fait l'annonce publique de ce financement le 30 juin 2021.

- 600 millions de dollars sur sept ans pour renouveler et élargir le Fonds d'innovation pour le logement abordable, qui encourage de nouveaux modèles de financement et des techniques de construction novatrices dans le secteur du logement abordable.
- 315,4 millions de dollars sur sept ans par l'entremise de l'Allocation canadienne pour le logement (ACL) pour augmenter l'aide financière directe aux femmes et aux enfants à faible revenu fuyant la violence, afin de les aider à payer leur loyer.
- 118,2 millions de dollars sur sept ans dans le cadre de l'Initiative fédérale de logement communautaire (IFLC) pour soutenir les fournisseurs de logements communautaires, y compris ceux qui offrent des logements à long terme à de nombreuses personnes parmi les plus vulnérables au Canada. Cela s'ajoute aux 500 millions de dollars actuellement versés dans le cadre de l'IFLC.

Devancement et réaffectation du financement existant de la SNL. Le budget a proposé de devancer et de réaffecter les 1,3 milliard de dollars de financement déjà annoncés :

- En 2021-2022 et 2022-2023, 300 millions de dollars provenant de l'initiative Financement de la construction de logements locatifs (iFCLL) seront affectés à la conversion d'immeubles commerciaux vacants en logements.
- En 2021-2022 et 2022-2023, on versera 750 millions de dollars dans le cadre du Fonds national de co-investissement pour le logement (FNCIL) afin d'accélérer la création de 3 400 logements et la réparation de 13 700 logements. Dans le cadre du FNCIL, un montant de 250 millions de dollars sera affecté pour soutenir la construction, la réparation et les coûts d'exploitation d'environ 560 logements de transition et places dans des refuges pour les femmes et les enfants fuyant la violence.

Augmenter la diversité dans la gouvernance de la Société. Le gouvernement a proposé des modifications à la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique* afin de souligner l'importance d'un effectif diversifié et inclusif et d'éviter les préjugés et les obstacles à l'embauche. De plus, le budget a proposé que les sociétés d'État soient tenues d'établir des rapports sur l'égalité entre les sexes et la diversité, à compter de 2022.

Améliorer la divulgation de l'information relative au climat. Les sociétés d'État adopteront les normes du Groupe de travail sur la divulgation de l'information financière relative aux changements climatiques (GIFCC) comme élément de leurs rapports d'entreprise. Les grandes sociétés d'État (entités dont l'actif s'élève à plus de 1 milliard de dollars) rendront compte des risques financiers liés au climat à compter de l'année civile 2022 au plus tard. Nous avons commencé à faire rapport concernant les risques financiers liés au climat plus formellement dans notre Rapport annuel 2020. Nous continuerons également d'améliorer la divulgation de l'information dans nos rapports conformément aux normes du Groupe de travail sur la divulgation de l'information financière relative aux changements climatiques.

État d'avancement de la Stratégie nationale sur le logement

Nous continuons à mettre en œuvre la SNL du Canada, désormais un plan de plus de 70 milliards de dollars sur 10 ans, qui permettra à un plus grand nombre de personnes au Canada d'avoir un logement. Nous sommes encouragés par les investissements supplémentaires décrits plus haut. La SNL est une stratégie globale qui couvre l'ensemble du continuum du logement, des refuges et des logements de transition aux logements communautaires et abordables, en passant par les logements locatifs et les logements pour propriétaires-occupants. La SNL, à la fois dynamique et adaptable, est conçue pour évoluer au besoin afin de mieux répondre aux besoins changeants de la population canadienne en matière de logement.

En réponse aux pressions émergentes qu'entraîne la pandémie de COVID-19, le gouvernement du Canada a annoncé 1 milliard de dollars pour l'ICRL en 2020. Cette initiative crée rapidement plus de 4 700 nouveaux logements abordables dans l'ensemble du Canada en finançant la construction de logements modulaires, l'acquisition de terrains et la conversion d'immeubles existants. Au 31 mars 2021, nous avons engagé tous les fonds.

Nous continuons à travailler avec les provinces et les territoires pour élaborer conjointement l'ACL. Au 30 juin 2021, sept gouvernements ont lancé des programmes d'ACL après la finalisation des ententes et des plans d'action (Nouvelle-Écosse, Nouveau-Brunswick, Ontario, Manitoba, Saskatchewan, Colombie-Britannique et Yukon).

À la suite d'un examen actif des moyens d'accélérer le versement des fonds destinés aux projets du FNCIL, nous sommes efforcés de simplifier les processus de demande et d'approbation. Nous produisons des rapports trimestriels sur les progrès vers l'atteinte des objectifs de la SNL sur le site Web (www.chezsoidabord.ca).

Lignes directrices du Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF)

Ébauche de la ligne directrice du TSAH de 2023

Le 21 juin 2021, le BSIF a lancé une consultation auprès du secteur en publiant une version révisée des lignes directrices sur le capital des sociétés d'assurance de 2023, les formulaires de rapport et les instructions pour la consultation. Les principales modifications apportées à la ligne directrice du TSAH, pour tenir compte de l'IFRS 17, *Contrats d'assurance*, visent à mieux refléter l'évolution du niveau de risque d'assurance pendant les périodes de crise des assureurs hypothécaires et à préciser les exigences en matière de risque de crédit conformément à la terminologie de l'IFRS 9, *Instruments financiers*. Parallèlement à cette consultation publique, le BSIF mène également une étude sur les incidences quantitatives avec les assureurs hypothécaires.

Actuellement, nous examinons les publications et les documents transmis, évaluons les répercussions sur nos activités et collaborons avec le BSIF pour répondre à ses demandes à cet égard.

Consultation sur les risques liés au climat dans le secteur financier

Le 11 janvier 2021, le BSIF a lancé une consultation auprès du secteur en publiant un document de travail intitulé *Incertitude et changements climatiques : Déjouer le risque lié aux changements climatiques par la préparation et la résilience*. La SCHL a répondu au document de travail axé sur les risques découlant des changements climatiques qui peuvent nuire à la sécurité et à la solidité des institutions financières et régimes de retraite sous réglementation fédérale. Le BSIF peut utiliser cette consultation pour éclairer l'élaboration de directives liées au climat à l'avenir.

Mises à jour sur les changements comptables à venir

Les renseignements relatifs à toutes les normes publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) qui auront (ou qui pourraient avoir) une incidence sur la SCHL sont présentés à la note 2 de nos états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 décembre 2020.

IFRS 17, Contrats d'assurance – Entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2023

En mai 2017, l'IASB a publié l'IFRS 17, *Contrats d'assurance*, qui remplacera l'IFRS 4, *Contrats d'assurance*. Notre équipe multidisciplinaire se consacre à cette nouvelle norme comptable et continue de faire des progrès dans sa mise en œuvre.

Le 28 mai 2021, le ministère des Finances a lancé une consultation auprès du secteur sur les répercussions fiscales découlant de la mise en œuvre de l'IFRS 17. Dans son communiqué annonçant la consultation, le ministère des Finances a indiqué qu'il ne considérerait pas la marge de service contractuelle comme une réserve déductible aux fins de l'impôt. Une telle décision créerait une obligation fiscale actuelle pour les fournisseurs d'assurance. La SCHL a répondu à la demande de consultation.



RÉSULTATS FINANCIERS

Points saillants financiers

Bilans consolidés résumés

Au 30 juin 2021 et au 31 décembre 2020 <i>(en millions)</i>	Activités d'aide au logement		Activités d'assurance prêt hypothécaire		Activités de financement hypothécaire		Éliminations		Total	
	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020
Total de l'actif	12 605	10 914	18 404	20 864	265 515	269 616	(895)	(424)	295 629	300 970
Total du passif	12 098	10 582	7 193	7 494	263 971	266 705	(860)	(386)	282 402	284 395
Total des capitaux propres du Canada	507	332	11 211	13 370	1 544	2 911	(35)	(38)	13 227	16 575

Nous déclarons des dividendes payables au gouvernement seulement si nous respectons les exigences réglementaires ou de capitalisation applicables, afin que nos activités d'assurance prêt hypothécaire et de financement hypothécaire soient adéquatement capitalisées. Nous avons recommencé à verser des dividendes au gouvernement du Canada au premier trimestre de 2021, et nous avons payé 4 290 millions de dollars en dividendes depuis la fin de 2020. Cela a été partiellement compensé par un résultat global de 942 millions de dollars, entraînant une baisse de 3 348 millions de dollars des capitaux propres du Canada.

Notre actif total a diminué de 5 341 millions de dollars (2 %) et notre passif total, de 1 993 millions de dollars (1 %). Ces baisses sont principalement attribuables à deux facteurs : une diminution de la valeur de notre portefeuille de placements, car des placements ont été vendus pour financer le paiement de dividendes, ainsi qu'une baisse du nombre de prêts et d'emprunts au coût amorti, car nous n'émettons plus de prêts dans le cadre du Programme d'achat de prêts hypothécaires assurés (PAPHA).

États consolidés résumés des résultats et du résultat global

Trois mois clos le 30 juin <i>(en millions)</i>	Activités d'aide au logement		Activités d'assurance prêt hypothécaire		Activités de financement hypothécaire		Éliminations		Total	
	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020
Financement public des programmes de logement	547	629	-	-	-	-	-	-	547	629
Primes et droits acquis	-	-	349	346	176	170	-	-	525	516
Autres produits ¹	32	47	92	553	10	39	(7)	(3)	127	636
Total des produits et du financement public	579	676	441	899	186	209	(7)	(3)	1 199	1 781
Programmes de logement	472	557	-	-	-	-	-	-	472	557
Règlements d'assurance	-	-	(63)	292	-	-	-	-	(63)	292
Charges opérationnelles	75	88	82	74	18	18	-	-	175	180
Total des charges	547	645	19	366	18	18	-	-	584	1 029
Impôt sur le résultat	8	6	107	133	42	48	(2)	(1)	155	186
Résultat net	24	25	315	400	126	143	(5)	(2)	460	566
Autres éléments du résultat global	(9)	(136)	24	(173)	(5)	4	-	3	10	(302)
Résultat global	15	(111)	339	227	121	147	(5)	1	470	264

¹ Les autres produits incluent les produits d'intérêts nets, les produits de placements, les gains (pertes) nets sur les instruments financiers et les autres produits.

T2 2021 par rapport au T2 2020

Le total des produits et du financement public a diminué de 582 millions de dollars (33 %) comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent, principalement en raison de ce qui suit :

- Une diminution de 82 millions de dollars (13 %) du financement public des programmes de logement, principalement attribuable au programme d'Aide d'urgence du Canada pour le loyer commercial (AUCLC) qui s'est terminé en décembre 2020 (221 millions de dollars). Cette diminution a été partiellement compensée par les dépenses de 125 millions de dollars effectuées au cours du présent trimestre pour l'Initiative pour la création rapide de logements.
- Une diminution de 484 millions de dollars (93 %) des gains nets sur les instruments financiers, principalement en raison du rééquilibrage de notre portefeuille de placements de l'assurance prêt hypothécaire au deuxième trimestre de 2020, ce qui a entraîné un important gain réalisé.
- Cette diminution a été partiellement compensée par une augmentation de 9 millions de dollars (2 %) des primes et droits acquis, principalement en raison des récents changements de tarification et des hausses des droits dans le cadre des activités de financement hypothécaire. De plus, les primes acquises sont plus élevées dans le cadre des activités d'assurance prêt hypothécaire, principalement en raison de la comptabilisation des volumes plus élevés d'assurance pour immeubles collectifs des années précédentes.

Le total des charges a diminué de 445 millions de dollars (43 %) comparativement aux trois mois correspondants de l'exercice précédent, principalement en raison de ce qui suit :

- La diminution du financement public des programmes de logement, dont il a été question plus haut, a entraîné une baisse des dépenses des programmes de logement et des charges d'exploitation durant le trimestre.
- Une diminution de 355 millions de dollars (122 %) des règlements d'assurance qui est attribuable à la fois à l'amélioration de la conjoncture économique par rapport à la même période l'an dernier pendant la pandémie de COVID-19 et au volume réel, inférieur aux prévisions, des demandes de règlements dans nos provisions antérieures.

Les autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt, ont augmenté de 312 millions de dollars (103 %) par rapport au même trimestre l'exercice précédent, principalement en raison de ce qui suit :

- Une augmentation de 84 millions de dollars (382 %) des gains nets latents sur les titres de créance détenus à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Bien que le rendement des obligations ait diminué au cours des deux trimestres, certains gains des autres éléments du résultat global ont également été transférés au résultat net au cours du même trimestre l'exercice précédent, ce qui a eu une incidence partiellement compensatoire. Cette situation est attribuable au rééquilibrage de notre portefeuille de placements des activités d'assurance.
- Une diminution de 231 millions de dollars (92 %) des pertes sur la réévaluation des régimes à prestations déterminées au cours du trimestre. Cette baisse s'explique principalement par une diminution plus faible du taux d'actualisation que nous avons utilisé pour réévaluer l'obligation au titre des régimes de retraite à prestations déterminées par rapport au même trimestre l'exercice précédent.

Six mois clos le 30 juin (en millions)	Activités d'aide au logement		Activités d'assurance prêt hypothécaire		Activités de financement hypothécaire		Éliminations		Total	
	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020
Financement public des programmes de logement	1 939	1 543	-	-	-	-	-	-	1 939	1 543
Primes et droits acquis	-	-	696	681	348	330	-	-	1 044	1 011
Autres produits ¹	55	44	183	581	46	60	(3)	1	281	686
Total des produits et du financement public	1 994	1 587	879	1 262	394	390	(3)	1	3 264	3 240
Programmes de logement	1 787	1 399	-	-	-	-	-	-	1 787	1 399
Règlements d'assurance	-	-	(248)	414	-	-	-	-	(248)	414
Charges opérationnelles	153	151	169	143	38	36	-	-	360	330
Total des charges	1 940	1 550	(79)	557	38	36	-	-	1 899	2 143
Impôt sur le résultat	11	6	240	177	89	89	(1)	-	339	272
Résultat net	43	31	718	528	267	265	(2)	1	1 026	825
Autres éléments du résultat global	132	(65)	(127)	204	(94)	124	5	(7)	(84)	256
Résultat global	175	(34)	591	732	173	389	3	(6)	942	1 081

¹ Les autres produits incluent les produits d'intérêts nets, les produits de placements, les gains (pertes) nets sur les instruments financiers et les autres produits.

Cumul annuel 2021 par rapport au cumul annuel 2020

Le total des produits et du financement public a augmenté de 24 millions de dollars (1 %) comparativement aux six mois correspondants de l'exercice précédent, principalement en raison de ce qui suit :

- Une augmentation de 396 millions de dollars (26 %) du financement public des programmes de logement. Ce résultat est principalement attribuable à l'affectation de 474 millions de dollars à l'Initiative pour la création rapide de logements et de 214 millions de dollars aux initiatives provinciales et territoriales de la SNL, ce qui est partiellement compensé par une diminution de 221 millions de dollars de l'AUCLC, comme il est expliqué ci-dessus.
- Cette augmentation a été partiellement contrebalancée par une baisse de 341 millions de dollars (79 %) des gains nets sur les instruments financiers, comme il est décrit ci-dessus, ainsi que par une baisse de 43 millions de dollars (19 %) des produits de placements, principalement en raison d'une diminution de la taille moyenne du portefeuille attribuable à la vente de placements pour le paiement de dividendes au gouvernement et à une baisse des taux d'intérêt.

Le total des charges a diminué de 244 millions de dollars (11 %) par rapport aux six mois correspondants de l'exercice précédent, principalement en raison d'une baisse de 662 millions de dollars (160 %) des règlements d'assurance. Cette diminution est partiellement compensée par l'augmentation du financement public des programmes de logement de 388 millions de dollars (28 %), comme il est décrit ci-dessus.

Les autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt, ont diminué de 340 millions de dollars (133 %) par rapport aux six mois correspondants de l'exercice précédent, principalement en raison de ce qui suit :

- Une augmentation de 633 millions de dollars (160 %) des pertes nettes latentes sur les titres de créance détenus à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Une augmentation importante du rendement des obligations a été enregistrée au premier trimestre de 2021, ce qui a eu pour effet d'augmenter le niveau global de la courbe des taux par rapport à la même période l'an dernier. La hausse du dernier trimestre, combinée à la légère baisse du rendement des obligations au cours du présent trimestre, a entraîné des pertes nettes latentes de 237 millions de dollars, comparativement à des gains latents de 396 millions de dollars, car le rendement des obligations a diminué par rapport à la même période l'an dernier.
- Les gains sur la réévaluation des régimes à prestations déterminées ont augmenté de 352 millions de dollars (306 %), principalement parce que le taux d'actualisation a augmenté tout au long de 2021, alors qu'il avait diminué durant la même période l'an dernier.

Paramètres et ratios financiers

Assurance prêt hypothécaire

<i>(en millions, sauf indication contraire)</i>	Contrats d'assurance en vigueur (G\$)	
	Aux	
	30 juin 2021	31 décembre 2020
P.-O., à l'unité	203	216
Portefeuille	99	114
Immeubles collectifs	107	101
Total	409	431

Les contrats d'assurance en vigueur ont diminué de 22 milliards de dollars (5 %) en raison de la baisse des volumes d'assurance pour logements de propriétaires-occupants souscrite à l'unité et d'assurance de portefeuille assurés, comparativement aux exercices précédents. Les nouveaux prêts assurés totalisaient 25 milliards de dollars, tandis que l'amortissement et le remboursement estimatifs des prêts se chiffraient à 47 milliards de dollars.

<i>(en millions, sauf indication contraire)</i>	Volumes d'assurance ¹ (logements)		Volumes d'assurance ¹ (\$)		Primes et droits perçus ²		Règlements payés	
	Trois mois clos les							
	30 juin 2021	30 juin 2020	30 juin 2021	30 juin 2020	30 juin 2021	30 juin 2020	30 juin 2021	30 juin 2020
P.-O., à l'unité	23 029	28 982	6 571	8 000	241	283	29	31
Portefeuille	2 435	60 066	640	14 374	2	76	-	3
Immeubles collectifs ³	49 015	44 109	8 181	5 892	265	214	1	-
Total	74 479	133 157	15 392	28 266	508	573	30	34

¹ Il n'y a eu aucune substitution au titre de l'assurance de portefeuille pendant les trois mois clos le 30 juin 2021 (18 979 logements et 4 060 millions de dollars pour les trois mois clos le 30 juin 2020).

² Il est possible que les primes et droits perçus ne correspondent pas aux primes et droits différés sur les contrats souscrits pendant la période, en raison de la date de perception.

³ Les primes et droits perçus pour les immeubles collectifs résidentiels comprennent 19 millions de dollars pour les trois mois clos le 30 juin 2021 (5 millions pour les trois mois clos le 30 juin 2020) reçus du gouvernement pour l'iFCLL.

<i>(en millions, sauf indication contraire)</i>	Volumes d'assurance ¹ (logements)		Volumes d'assurance ¹ (\$)		Primes et droits perçus ²		Règlements payés	
	Six mois clos les							
	30 juin 2021	30 juin 2020	30 juin 2021	30 juin 2020	30 juin 2021	30 juin 2020	30 juin 2021	30 juin 2020
P.-O., à l'unité	34 763	44 005	9 925	12 203	358	432	50	87
Portefeuille	3 165	64 288	850	15 701	3	83	3	7
Immeubles collectifs ³	84 677	80 866	13 735	11 157	478	406	11	3
Total	122 605	189 159	24 510	39 061	839	921	64	97

¹ Il n'y a eu aucune substitution de portefeuille pendant les six mois clos le 30 juin 2021 (18 979 logements et 4 060 millions de dollars pendant les six mois clos le 30 juin 2020).

² Il est possible que les primes et droits perçus ne correspondent pas aux primes et droits différés sur les contrats souscrits pendant la période, en raison de la date de perception.

³ Les primes et droits perçus pour les immeubles collectifs résidentiels comprennent 36 millions de dollars pour les six mois clos le 30 juin 2021 (20 millions pour les six mois clos le 30 juin 2020) reçus du gouvernement pour l'iFCLL.

T2 2021 par rapport au T2 2020 et cumul annuel 2021 par rapport au cumul annuel 2020

Le volume d'assurance pour logements de propriétaires-occupants souscrite à l'unité a diminué en raison des changements apportés à nos critères de souscription en juillet 2020. Le 5 juillet 2021, nous sommes retournés à nos pratiques de souscription antérieures à juillet 2020 pour l'assurance prêt hypothécaire pour propriétaires-occupants, comme il est expliqué ci-dessus dans la section « Contexte opérationnel et perspectives pour 2021 ». Le volume d'assurance de portefeuille a diminué par rapport à l'an dernier, lorsque les critères d'admissibilité du portefeuille ont été temporairement prolongés et que la demande de financement des prêteurs a été plus forte avec le lancement du PAPHA au début de la pandémie de COVID-19. De plus, les volumes de prêts pour immeubles collectifs résidentiels ont augmenté en raison d'une augmentation de la construction et des achats. Ces hausses ont été compensées par une diminution des prêts de refinancement, car les approbations ont été suspendues, sauf lorsque les fonds sont utilisés pour des réparations ou un réinvestissement dans le logement depuis le 1^{er} juillet 2020.

Le montant total des prêts assurés a diminué principalement en raison de la baisse du volume d'assurance pour logements de propriétaires-occupants souscrite à l'unité et d'assurance de portefeuille. Ce résultat est partiellement compensé par l'augmentation des volumes de prêts pour immeubles collectifs résidentiels, comme il est expliqué ci-dessus. De plus, la valeur assurée des immeubles collectifs a augmenté.

La diminution du volume d'assurance pour logements de propriétaires-occupants souscrite à l'unité et d'assurance de portefeuille explique la plus grande partie de la baisse de 82 millions de dollars (9 %) des primes et droits perçus, laquelle a été partiellement compensée par les volumes plus élevés d'assurance pour immeubles collectifs, comme expliqué ci-dessus.

La baisse des règlements payés est principalement attribuable à une diminution des demandes de règlement pour propriétaires-occupants, car les prêteurs ont recouvré des sommes suffisantes lors de la vente des propriétés pour couvrir les pertes en raison de l'amélioration de la conjoncture économique, comme indiqué dans la section « Contexte opérationnel et perspectives pour 2021 », ci-dessus.

<i>(en pourcentage)</i>	Trois mois clos les		Six mois clos les	
	30 juin 2021	30 juin 2020	30 juin 2021	30 juin 2020
Pourcentage de pertes ¹	(18,1)	84,3	(35,6)	60,7
Ratio des charges opérationnelles	23,4	21,3	24,3	21,0
Ratio mixte	5,3	105,6	(11,3)	81,7
Indice de l'importance des règlements	27,8	28,9	30,7	29,6
Rendement du capital	11,3	13,2	11,7	8,8
Rendement du capital requis	13,5	14,9	15,5	10,3

¹ Le pourcentage de pertes sur l'assurance pour logements de propriétaires-occupants souscrite à l'unité et l'assurance de portefeuille, en excluant les immeubles collectifs, s'est établi, respectivement, à 22,5 % et à 46,1 % pendant les trois mois et les six mois clos le 30 juin 2021 (104,1 % et 71,5 % pour les trois mois et les six mois clos le 30 juin 2020).

T2 2021 par rapport au T2 2020 et cumul annuel 2021 par rapport au cumul annuel 2020

Le ratio de pertes et le ratio combiné ont diminué principalement en raison de la baisse des charges liées aux demandes de règlement, car la provision a été libérée à la suite de la baisse du taux de chômage, de la hausse du produit intérieur brut et du fait que les prêts en souffrance ne se sont pas concrétisés en demande de règlement comme prévu, en raison des programmes de report des paiements hypothécaires.

L'augmentation du ratio des charges opérationnelles est principalement attribuable au fait que les coûts liés à la technologie ont été partiellement compensés par la hausse des primes et droits acquis, comme expliqué ci-dessus.

L'indice de l'importance des règlements a diminué par rapport aux trois mois correspondants de l'exercice précédent en raison de la baisse du pourcentage de règlements bruts payés par rapport au montant du prêt assuré, laquelle s'explique par l'augmentation du produit de la vente. Pour les six mois, le ratio a augmenté par rapport à la même période l'an dernier, principalement en raison d'une importante demande de règlement visant des immeubles collectifs au premier trimestre de 2021.

Le rendement des capitaux propres et le rendement des capitaux propres requis ont tous deux augmenté comparativement aux six mois correspondants de l'exercice précédent en raison d'un résultat net élevé attribuable surtout à la baisse des demandes de règlement, comme il est expliqué ci-dessus. Le rendement des capitaux propres et le rendement des capitaux propres requis ont tous deux diminué comparativement aux trois mois correspondants de l'exercice précédent à cause d'une diminution du résultat net attribuable principalement à la diminution des gains nets sur les instruments financiers en 2020, comme il est expliqué ci-dessus.

	Au 30 juin 2021		Au 31 décembre 2020	
	Nombre de prêts en souffrance	Taux de prêts en souffrance	Nombre de prêts en souffrance	Taux de prêts en souffrance
P.-O., à l'unité	4 252	0,42%	4 967	0,47 %
Portefeuille	1 129	0,15%	1 471	0,18 %
Immeubles collectifs	71	0,27%	64	0,25 %
Total	5 452	0,31%	6 502	0,34 %

Le taux de prêts en souffrance correspond aux prêts en retard depuis plus de 90 jours en pourcentage des prêts assurés en cours de remboursement. Les prêts en souffrance ont diminué dans toutes les régions du fait de l'amélioration de la conjoncture économique. Les données sur les prêts en souffrance ne tiennent pas compte des reports de paiements en raison de la COVID-19.

Financement hypothécaire

<i>(en millions, sauf indication contraire)</i>	Total des cautionnements en vigueur (G\$)	
	Aux	
	30 juin 2021	31 décembre 2020
TH LNH	207	232
OHC	254	257
Total	461	489

Le total des cautionnements en vigueur correspond à l'obligation maximale de remboursement du capital liée à nos cautionnements de paiement périodique. Les cautionnements en vigueur totalisaient 461 milliards de dollars au 30 juin 2021, en baisse de 28 milliards (6 %), puisque le montant des cautionnements arrivés à échéance et du réinvestissement du capital a été supérieur à celui des nouveaux titres cautionnés par la SCHL.

<i>(en millions, sauf indication contraire)</i>	Nouveaux titres cautionnés (G\$)		Droits de cautionnement et de demande perçus ¹	
	Trois mois clos les			
	30 juin 2021	30 juin 2020	30 juin 2021	30 juin 2020
TH LNH ²	36	66	189	262
OHC	10	18	40	61
Total	46	84	229	323

¹ Droits de cautionnement et de demande perçus pour les TH LNH, droits de cautionnement perçus pour les OHC.

² Comme le PAPHA est maintenant terminé, aucun titre n'a été vendu dans le cadre du PAPHA au cours des trois mois clos le 30 juin 2021 (1 milliard de nouveaux titres et 22 millions de dollars de titres garantis au cours des trimestres précédents).

<i>(en millions, sauf indication contraire)</i>	Nouveaux titres cautionnés (G\$)		Droits de cautionnement et de demande perçus ¹	
	Six mois clos les			
	30 juin 2021	30 juin 2020	30 juin 2021	30 juin 2020
TH LNH ²	64	101	338	377
OHC	20	29	82	100
Total	84	130	420	477

¹ Droits de cautionnement et de demande perçus pour les TH LNH, droits de cautionnement perçus pour les OHC.

² Comme le PAPHA est maintenant terminé, aucun titre n'a été vendu dans le cadre du PAPHA au cours des six mois clos le 30 juin 2021 (4,2 milliards de nouveaux titres et 1 572 millions de dollars de titres garantis au cours des trimestres précédents).

T2 2021 par rapport au T2 2020 et cumul annuel 2021 par rapport au cumul annuel 2020

Les droits de cautionnement et de demande perçus ont diminué de 95 millions de dollars (29 %) comparativement aux trois mois correspondants de l'exercice précédent et de 57 millions de dollars (12 %) comparativement aux six mois correspondants de l'exercice précédent. Comme l'augmentation des volumes au deuxième trimestre de 2020 a été fortement touchée, car les institutions financières ont eu accès à nos programmes pour bénéficier d'autres sources de liquidité au début de la pandémie de COVID-19, les volumes ont considérablement diminué cette année. Cependant, cette baisse a été partiellement compensée par la hausse des prix entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2021.

<i>(en pourcentage)</i>	Trois mois clos les		Six mois clos les	
	30 juin 2021	30 juin 2020	30 juin 2021	30 juin 2020
Ratio des charges opérationnelles	8,5	9,0	8,7	8,7
Rendement du capital	32,2	21,9	23,9	21,4
Rendement du capital requis	63,2	42,9	65	40,8

T2 2021 par rapport au T2 2020 et cumul annuel 2021 par rapport au cumul annuel 2020

Le ratio des charges opérationnelles a diminué de 0,5 point de pourcentage comparativement aux trois mois correspondants de l'exercice précédent, car les droits de cautionnement et de demande acquis ont été plus élevés, comme il est expliqué ci-dessus à la section « Points saillants financiers ».

Le rendement des capitaux propres et le rendement du capital requis ont augmenté comparativement aux trois mois et aux six mois correspondants de l'exercice précédent, en grande partie en raison de la baisse du capital moyen et du capital requis, respectivement. Le capital moyen a diminué, car nous avons déclaré des dividendes totaux de 1 540 millions de dollars au cours des six premiers mois de 2021, dont 145 millions au deuxième trimestre. Le capital requis a diminué en raison de la méthodologie révisée du capital économique décrite dans notre dernier rapport annuel.

Financement public des programmes de logement

Le tableau qui suit présente le rapprochement entre le financement public des programmes de logement autorisé par le Parlement qui nous est accordé pendant l'exercice du gouvernement (clos le 31 mars) et le montant que nous avons reçu pendant l'année civile.

<i>(en millions)</i>	Six mois clos les 30 juin	
	2021	2020
Montants autorisés en 2020-2021 (2019-2020)		
Budget principal des dépenses	2 920	2 657
Budget supplémentaire des dépenses A ^{1, 2, 5}	3 039	9
Budget supplémentaire des dépenses B ^{1, 3}	873	78
Budget supplémentaire des dépenses C ^{1, 4, 5}	(812)	-
Moins : la tranche comptabilisée à l'année civile 2020 (2019)	(4 064)	(1 282)
Moins : le financement public inutilisé pour 2020-2021 (2019-2020)	(238)	(64)
Moins : le financement bloqué	(252)	(463)
Tranche du financement public des programmes de logement pour 2020-2021 (2019-2020) financée en 2021 (2020)	1 466	935
Montants autorisés en 2021-2022 (2020-2021)		
Budget principal des dépenses	3 259	2 920
Budget supplémentaire des dépenses A ^{1, 2, 4, 5}	1 800	3 039
Budget supplémentaire des dépenses B ^{1, 3}	-	873
Budget supplémentaire des dépenses C ^{1, 4, 5}	-	(812)
Total du financement public des programmes de logement pour l'exercice	5 059	6 020
Moins : la tranche à comptabiliser pendant les prochains trimestres	(4 489)	(4 082)
Moins : le financement bloqué	-	(252)
Crédits inutilisés prévus pour 2021-2022 (réellement inutilisés en 2020-2021)	-	(238)
Tranche du financement public des programmes de logement pour 2021-2022 (2020-2021) financée en 2021 (2020)	570	1 448
Total du financement public des programmes de logement financés pour les six mois clos les 30 juin	2 036	2 383

¹ Les budgets supplémentaires des dépenses correspondent au financement public additionnel voté par le Parlement pendant l'exercice du gouvernement.

² Approbation du Budget supplémentaire des dépenses A 2021-22 pour l'ICRL, le FNCIL, la Subvention canadienne pour des maisons plus vertes, le Fonds d'urgence pour Granville Island, l'AUCLC, l'ACL et le financement pour soutenir les jeunes (2020-2021 pour l'AUCLC, le Défi d'offre de logement et le financement pour répondre au rapport final de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées : Aide pour réclamer notre pouvoir et notre place), (Budget 2019-2020 sur l'Initiative de recherche et de données sur le logement, l'Incitatif à l'achat d'une première propriété, l'approche du logement basée sur les droits de la personne et d'autres initiatives).

³ Budget supplémentaire des dépenses B 2020-2021 approuvé pour l'ICRL, le Fonds pour l'innovation, les initiatives fédérales, provinciales et territoriales et d'autres initiatives de la SNL (budget 2019-2020 pour le FNCIL, le Fonds pour l'innovation, l'Initiative pour l'achat d'une première propriété et d'autres initiatives).

⁴ Budget supplémentaire des dépenses C approuvé : augmentation de 19 millions de dollars pour les programmes liés à la COVID-19, y compris l'AUCLC, l'initiative de stages en habitation pour les jeunes des Premières Nations et les jeunes Inuits et le Fonds d'urgence pour Granville Island, et réduction de 831 millions de dollars dans le cadre de l'Énoncé économique de l'automne pour l'AUCLC.

⁵ Nous excluons le financement reçu pour le Fonds d'urgence pour Granville Island de nos états financiers consolidés parce que nous ne contrôlons pas les activités de Granville Island.

Gestion du capital

Cadres

Pour nos activités d'aide au logement, nous conservons une réserve en vertu de l'article 29 de la *Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement* (Loi sur la SCHL). Nos programmes d'octroi de prêts sont appliqués selon le seuil d'équilibre à long terme; cependant, une tranche de leurs produits est conservée dans cette réserve pour tenir compte des risques de taux d'intérêt et de crédit inhérents à ces prêts. Les variations latentes de la juste valeur ainsi que les pertes sur la réévaluation des régimes à prestations déterminées sont imputées aux résultats non distribués. La SCHL n'affecte pas de capital pour ses activités d'aide au logement, car elles ne présentent pas de risques financiers importants pour la SCHL.

Pour nos activités d'assurance prêt hypothécaire, notre cadre de gestion du capital respecte les règlements du BSIF concernant l'utilisation du TSAH, car notre capital économique est inférieur aux exigences réglementaires de capital établies par le BSIF; par conséquent, le capital requis doit obligatoirement tenir compte du capital réglementaire.

Pour nos activités de financement hypothécaire, notre cadre de gestion du capital est conforme aux pratiques exemplaires du secteur et intègre les principes réglementaires du BSIF, y compris ceux qui sont énoncés dans sa ligne directrice E-19, Évaluation interne des risques et de la solvabilité, et ceux du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire. Dans le cadre de notre évaluation de la suffisance du capital, nous avons recours à une approche intégrée visant à évaluer nos besoins tant du point de vue du capital réglementaire que du capital économique, afin d'établir des cibles de capital qui tiennent compte de notre stratégie et de notre appétit pour le risque.

Ratios

Le tableau qui suit présente nos ratios du capital.

<i>(en pourcentage)</i>	Aux	
	30 juin 2021	31 décembre 2020
Assurance prêt hypothécaire : Niveau de capital disponible sur le capital minimal requis (TSAH)	201 %	234 %
Activités de financement hypothécaire : Capital disponible sur le capital requis ^{1, 2}	202 %	349 %

¹ Du point de vue économique, le ratio du capital disponible par rapport au capital requis était de 129 % au 30 juin 2021 (176 % au 31 décembre 2020).

² Représente le capital disponible par rapport au capital requis d'un point de vue comptable qui exclut les primes et droits non acquis sur le capital requis.

Pour l'assurance prêt hypothécaire, notre ratio du capital selon le TSAH a baissé de 33 points de pourcentage, principalement en raison de la diminution du capital disponible. Celle-ci s'explique par le retour des paiements de dividende de 2 750 millions de dollars en 2021. Le capital requis pour le risque d'assurance a pour sa part diminué en raison d'une baisse de la valeur des contrats d'assurance en vigueur au cours du trimestre. Notre capitalisation demeurerait adéquate au 30 juin 2021.

Pour le financement hypothécaire, notre ratio du capital disponible sur le capital requis a diminué de 147 points de pourcentage parce que nous avons déclaré des dividendes de 1 540 millions de dollars pendant cette période.

Voir la note 9 des états financiers consolidés trimestriels non audités, Gestion du capital, pour en savoir plus.

GESTION DES RISQUES

À mesure que l'économie canadienne se redresse, soutenue par l'accélération de la campagne de vaccination, notre profil de risque s'améliore.

- Nos risques financiers suivent maintenant une tendance à la baisse en raison des perspectives économiques favorables et de l'amélioration du marché du crédit. Pour sa part, la tendance du risque d'atteinte à la réputation s'est améliorée, mais elle demeure modérée.
- La cote de risque d'assurance est passée de modérée à faible en raison des éléments suivants :
 - crédit solide des emprunteurs et volumes stables de prêts en souffrance (risque d'assurance pour les propriétaires-occupants);
 - maintien des faibles niveaux historiques des prêts en souffrance et des demandes de règlement (risque d'assurance pour les immeubles collectifs).
- Notre risque opérationnel demeure modéré, mais il est élevé lorsqu'on examine les risques liés à la gouvernance des données et à la cybersécurité.
- Enfin, notre risque stratégique demeure élevé en raison de l'aggravation des écarts d'abordabilité, des déséquilibres existants entre l'offre et la demande ainsi que de la hausse rapide du prix des habitations dans certaines régions. Ces facteurs représentent des obstacles vers l'atteinte de notre aspiration.

Bien que nous ayons observé certaines tendances positives au deuxième trimestre, nous faisons preuve de prudence étant donné l'incertitude qui pèse sur l'économie et le marché de l'habitation.

Exploration continue de scénarios potentiellement graves

En 2021, nous avons enrichi notre programme annuel de simulation de crise à l'échelle de la Société en explorant des scénarios potentiellement graves sur une base trimestrielle. Nous effectuons ces analyses pour cerner les menaces à nos niveaux de capital et de liquidité et pour améliorer notre préparation opérationnelle en cas d'incident défavorable.

Au deuxième trimestre de 2021, nous avons présenté un scénario de récession prolongée au Conseil d'administration. Dans ce scénario, l'économie a connu une reprise très lente en raison d'une campagne de vaccination ralentie, ce qui a finalement entraîné une récession économique prolongée.

En utilisant les résultats de l'assurance prêt hypothécaire de la fin de 2020 comme point de départ, les demandes de règlement d'assurance sur une période de dix ans passeraient de 1,6 milliard de dollars à 4,4 milliards de dollars dans un tel scénario, et le capital disponible baisserait, passant de 13,3 milliards de dollars à 5,3 milliards de dollars d'ici la fin de 2030.

Les résultats de nos tests ont indiqué qu'après avoir mis en œuvre des mesures de gestion sous forme de suspension temporaire des versements de dividendes spéciaux et habituels, nous maintiendrions des capitaux et des liquidités suffisants pour toutes nos activités afin de résister à un tel scénario.

DONNÉES TRIMESTRIELLES HISTORIQUES

<i>(en millions, sauf indication contraire)</i>	T2 2021	T1 2021	T4 2020	T3 2020	T2 2020	T1 2020	T4 2019	T3 2019
Résultats consolidés								
Total de l'actif	295 629	307 624	300 970	303 227	294 167	283 711	276 259	276 685
Total du passif	282 402	294 472	284 395	287 196	278 473	268 281	261 646	261 857
Total des capitaux propres du Canada	13 227	13 152	16 575	16 031	15 694	15 430	14 613	14 828
Total des produits et du financement public	1 199	2 065	2 029	2 682	1 781	1 459	1 191	1 049
Total des charges (y compris l'impôt sur le résultat)	739	1 499	1 640	2 234	1 215	1 200	767	666
Résultat net	460	566	389	448	566	259	424	383
Activités d'aide au logement								
Financement public des programmes de logement	547	1 392	1 372	1 977	629	914	489	393
Résultat net (perte)	24	19	22	15	25	6	27	10
Total des capitaux propres du Canada	507	492	332	287	268	379	302	270
Assurance prêt hypothécaire								
Contrats d'assurance en vigueur (G\$)	409	422	431	438	433	425	429	433
Volume de prêts assurés ¹	15 392	9 118	19 494	19 617	26 939	10 795	14 320	14 063
Primes et droits perçus	508	330	518	570	573	348	432	466
Primes et droits acquis	349	347	344	347	346	335	358	359
Règlements payés	30	34	23	20	34	63	63	53
Règlements d'assurance	(63)	(185)	(113)	171	292	122	40	42
Résultat net	315	403	342	192	400	128	266	255
Taux de prêts en souffrance	0,31 %	0,34 %	0,34 %	0,34 %	0,34 %	0,32 %	0,31 %	0,30 %
Pourcentage de pertes	(18,1) %	(53,3) %	(32,9) %	49,3 %	84,3 %	36,5 %	11,3 %	11,6 %
Ratio des charges opérationnelles	23,4 %	25,1 %	29,4 %	19,2 %	21,3 %	20,6 %	22,0 %	20,8 %
Ratio mixte	5,3 %	(28,2) %	(3,5) %	68,5 %	105,6 %	57,1 %	33,3 %	32,4 %
Indice de l'importance des règlements	27,8 %	31,8 %	27,0 %	31,0 %	28,9 %	28,8 %	29,9 %	30,0 %
Rendement du capital	11,3 %	13,1 %	10,4 %	5,9 %	13,2 %	4,2 %	8,8 %	8,3 %
Rendement du capital requis	13,5 %	16,7 %	10,5 %	7,7 %	14,9 %	4,9 %	10,6 %	9,8 %
Capital disponible sur le capital minimal requis (% selon le TSAH) ²	201 %	191 %	234 %	233 %	231 %	207 %	195 %	197 %
Pourcentage estimé des prêts hypothécaires résidentiels en cours de remboursement au Canada qui sont assurés par la SCHL	24,2 %	24,8 %	26,2 %	25,9 %	25,8 %	26,0 %	26,4 %	27,0 %
Financement hypothécaire								
Cautionnements en vigueur (G\$)	461	479	489	500	516	494	493	488
Titres cautionnés	46 226	38 184	51 855	42 667	84 342	45 930	50 140	42 930
Droits de cautionnement et de demande perçus	229	191	241	186	323	154	129	164
Droits de demande et de cautionnement acquis	176	172	172	165	170	160	156	146
Résultat net	126	141	135	130	143	122	126	116
Ratio des charges opérationnelles	8,5 %	8,9 %	8,8 %	7,0 %	9,0 %	8,4 %	9,3 %	9,3 %
Rendement du capital	32,2 %	25,2 %	18,9 %	19,1 %	21,9 %	20,4 %	21,7 %	19,1 %
Rendement du capital requis	63,2 %	65,6 %	49,6 %	40,8 %	42,9 %	38,7 %	38,9 %	35,9 %
Capital disponible sur le capital requis ²	202 %	192 %	349 %	233 %	223 %	211 %	190 %	198 %
Pourcentage estimé des prêts hypothécaires résidentiels en cours de remboursement au Canada qui sont regroupés en blocs de titres cautionnés par la SCHL	27,2 %	28,6 %	29,5 %	29,3 %	30,6 %	30,3 %	30,6 %	30,9 %

¹ Le volume total d'assurance comprend les substitutions de portefeuille.

² Avant la mise à jour de la méthode du capital économique pour le financement hypothécaire le 25 novembre 2020, ce ratio était calculé selon la méthode du seuil de capital lors de la détermination du capital requis.

États financiers consolidés trimestriels non audités

TABLE DES MATIÈRES

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION RELATIVEMENT À LA PRÉSENTATION DE L'INFORMATION FINANCIÈRE.....	21
BILAN CONSOLIDÉ.....	22
ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS ET DU RÉSULTAT GLOBAL.....	23
ÉTAT CONSOLIDÉ DES CAPITAUX PROPRES DU CANADA.....	24
ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE	25
NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS.....	26
CONSOLIDÉS TRIMESTRIELS NON AUDITÉS	26
1. INFORMATIONS SUR LA SOCIÉTÉ.....	26
2. MODE DE PRÉPARATION ET PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES.....	26
3. CHANGEMENTS COMPTABLES EN VIGUEUR ET À VENIR.....	26
4. JUGEMENT CRITIQUE DANS L'APPLICATION DE MÉTHODES COMPTABLES ET LA PRÉPARATION D'ESTIMATIONS.....	27
5. INFORMATIONS SECTORIELLES.....	28
6. FINANCEMENT PUBLIC ET CHARGES DES PROGRAMMES DE LOGEMENT.....	31
7. ASSURANCE PRÊT HYPOTHÉCAIRE.....	31
8. FINANCEMENT HYPOTHÉCAIRE	33
9. GESTION DU CAPITAL.....	34
10. ÉVALUATIONS À LA JUSTE VALEUR	36
11. PLACEMENTS EN VALEURS MOBILIÈRES.....	40
12. PRÊTS	41
13. EMPRUNTS.....	44
14. PRODUITS ET CHARGES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS.....	46
15. RISQUE DE MARCHÉ.....	47
16. RISQUE DE CRÉDIT	48
17. PRESTATIONS DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI	48
18. IMPÔT SUR LE RÉSULTAT	49
19. TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES	49
20. ENGAGEMENTS ET PASSIFS ÉVENTUELS.....	50
21. INFORMATIONS COMPARATIVES.....	50

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION RELATIVEMENT À LA PRÉSENTATION DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Période close le 30 juin 2021

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des présents états financiers consolidés trimestriels non audités conformément à la norme comptable internationale *Information financière intermédiaire* (IAS 34), ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers consolidés trimestriels non audités exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans le rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers consolidés trimestriels non audités.

À notre connaissance, ces états financiers consolidés trimestriels non audités donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de notre situation financière, de nos résultats d'exploitation et de nos flux de trésorerie, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers consolidés trimestriels non audités.



Romy Bowers
Présidente et première dirigeante



Michel Tremblay, CPA, CA
Chef des finances

Le 24 août 2021

BILAN CONSOLIDÉ

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	Notes	Aux	
		30 juin 2021	31 décembre 2020
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	20	1 470	2 301
Titres achetés dans le cadre de conventions de revente		-	174
Intérêts courus à recevoir		685	714
Placements en valeurs mobilières :			
À la juste valeur par le biais du résultat net (JVRN)	11	404	399
À la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (JVAERG)	11	19 720	23 094
Au coût amorti	10	2 657	1 427
Instruments dérivés		15	117
Montants à recevoir du gouvernement du Canada	6	460	339
Prêts :	12		
À la juste valeur par le biais du résultat net (JVRN)		518	743
Au coût amorti		268 463	270 450
Débiteurs et autres actifs		955	931
Immeubles de placement		282	281
		295 629	300 970
Passifs			
Créditeurs et autres passifs		757	752
Intérêts courus à payer		575	573
Instruments dérivés		135	8
Provision pour règlements	7	430	735
Emprunts :	13		
À la juste valeur par le biais du résultat net (JVRN)		617	1 156
Au coût amorti		271 152	272 369
Passif au titre des régimes à prestations déterminées		287	549
Primes et droits non acquis	7, 8	8 255	8 021
Passif d'impôt différé		194	232
		282 402	284 395
Engagements et passifs éventuels	20		
Capitaux propres du Canada	9		
Capital d'apport		25	25
Cumul des autres éléments du résultat global		286	607
Résultats non distribués		12 916	15 943
		13 227	16 575
		295 629	300 970

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés trimestriels.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS ET DU RÉSULTAT GLOBAL

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	Notes	Trois mois clos les		Six mois clos les	
		30 juin		30 juin	
		2021	2020	2021	2020
Produits d'intérêts		1 130	1 248	2 250	2 597
Charges d'intérêts		1 130	1 249	2 247	2 585
Produits d'intérêts nets		-	(1)	3	12
Financement public des programmes de logement	6	547	629	1 939	1 543
Primes et droits acquis	7, 8	525	516	1 044	1 011
Produits de placements		91	105	180	223
Gains nets sur les instruments financiers	14	35	519	90	431
Autres produits		1	13	8	20
Total des produits et du financement public		1 199	1 781	3 264	3 240
Charges autres que d'intérêts					
Programmes de logement	6	472	557	1 787	1 399
Règlements d'assurance		(63)	292	(248)	414
Charges opérationnelles		175	180	360	330
Total des charges		584	1 029	1 899	2 143
Résultat avant impôt		615	752	1 365	1 097
Impôt sur le résultat	18	155	186	339	272
Résultat net		460	566	1 026	825
Autres éléments du résultat global, après impôt					
Éléments qui seront reclassés ultérieurement en résultat net					
Gains (pertes) nets latents sur les titres de créance désignés à la JVAERG		106	22	(237)	396
Reclassement des pertes sur les titres de créance désignés à la JVAERG pendant la période		(75)	(72)	(84)	(25)
Total des éléments qui seront reclassés ultérieurement en résultat net		31	(50)	(321)	371
Éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net					
Gains (pertes) sur la réévaluation des régimes à prestations déterminées	17, 18	(21)	(252)	237	(115)
Total des autres éléments du résultat global, après impôt		10	(302)	(84)	256
Résultat global		470	264	942	1 081

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés trimestriels.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES CAPITAUX PROPRES DU CANADA

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	Notes	Trois mois clos les		Six mois clos les	
		30 juin		30 juin	
		2021	2020	2021	2020
Capital d'apport		25	25	25	25
Cumul des autres éléments du résultat global					
Solde au début de la période		255	667	607	246
Autres éléments du résultat global		31	(50)	(321)	371
Solde à la clôture de la période		286	617	286	617
Résultats non distribués					
Solde au début de la période		12 872	14 738	15 943	14 342
Résultat net		460	566	1 026	825
Autres éléments du résultat global		(21)	(252)	237	(115)
Dividendes	9	(395)	-	(4 290)	-
Solde à la clôture de la période		12 916	15 052	12 916	15 052
Capitaux propres du Canada		13 227	15 694	13 227	15 694

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés trimestriels.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

(en millions de dollars canadiens)	Notes	Trois mois clos les 30 juin		Six mois clos les 30 juin	
		2021	2020	2021	2020
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles					
Résultat net		460	566	1 026	825
Ajustements pour déterminer les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles					
Amortissement des primes et escomptes sur les instruments financiers		35	35	73	54
Gains nettes sur les instruments financiers		(146)	(364)	(335)	(473)
Impôt sur le résultat différé	18	(11)	51	(33)	(2)
Amortissement et dépréciation		14	8	44	16
Variation des actifs et passifs opérationnels					
Instruments dérivés		105	(158)	229	37
Intérêts courus à recevoir		541	577	29	76
Montants à recevoir du gouvernement du Canada		427	550	(202)	(41)
Débiteurs et autres actifs		(21)	(75)	54	(90)
Créditeurs et autres passifs		(415)	453	100	697
Intérêts courus à payer		(528)	(553)	2	(57)
Provision pour règlements		(91)	255	(305)	313
Passif au titre des régimes à prestations déterminées		(2)	10	4	13
Primes et droits non acquis		225	397	234	407
Autres		1	(5)	-	(4)
Remboursements de prêts	12	18 177	10 400	23 101	21 111
Décaissements de prêts	12	(10 366)	(19 847)	(20 837)	(35 653)
Remboursements des emprunts	13	(21 630)	(13 227)	(27 488)	(26 627)
Émissions d'emprunts	13	14 617	22 551	26 284	41 699
		1 392	1 624	1 980	2 301
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement					
Placements en valeurs mobilières					
Ventes et échéances		4 378	9 989	9 915	11 016
Achats		(4 268)	10 094	(8 869)	(10 984)
Échéance des contrats de change à terme					
Encaissements		187	70	393	80
Décaissements		(32)	(132)	(63)	(171)
Acquisitions d'immeubles de placement		(1)	-	(1)	-
Titres achetés dans le cadre de conventions de revente		-	(684)	174	(898)
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles		(35)	(13)	(70)	(34)
		229	(864)	1 479	(991)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement					
Dividendes payés		(4 290)	-	(4 290)	-
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		(2 669)	760	(831)	1 310
Trésorerie et équivalents de trésorerie					
Début de la période		4 139	1 472	2 301	922
Clôture de la période		1 470	2 232	1 470	2 232
Représentés par					
Trésorerie		170	632	170	632
Équivalents de trésorerie		1 300	1 600	1 300	1 600
		1 470	2 232	1 470	2 232
Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles					
Intérêts encaissés pendant la période		1 924	2 046	2 799	3 091
Intérêts payés pendant la période		1 801	1 885	2 537	2 787
Dividendes encaissés pendant la période		12	1	12	2
Impôt sur le résultat payé pendant la période		140	200	286	411

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés trimestriels.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS TRIMESTRIELS NON AUDITÉS

1. Informations sur la Société

La Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL ou nous) est une société d'État canadienne créée en 1946, par suite de l'adoption de la *Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement* (Loi sur la SCHL), afin de respecter les dispositions de la *Loi nationale sur l'habitation* (LNH). Elle est également assujettie à la partie X de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (LGFP), en raison de sa désignation à la partie I de l'annexe III. La SCHL est une société d'État mandataire qui appartient exclusivement au gouvernement du Canada (gouvernement). Le Bureau national de la Société est situé au 700, chemin Montréal, Ottawa (Ontario), K1A 0P7, Canada.

Les présents états financiers consolidés trimestriels non audités au 30 juin 2021 et pour les six mois clos à cette date ont été approuvés par notre Comité de vérification, qui a autorisé leur publication le 24 août 2021.

2. Mode de préparation et principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés trimestriels non audités ont été préparés conformément à la norme comptable internationale *Information financière intermédiaire* (IAS 34); ils n'incluent pas toute l'information devant être fournie dans les états financiers consolidés annuels complets. Nous suivons les mêmes méthodes comptables, qui sont appliquées de la même manière, que celles indiquées à la note 2 de nos états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 décembre 2020, et les états financiers consolidés trimestriels non audités doivent être lus en parallèle avec ces derniers.

Caractère saisonnier

Nous avons conclu que nos activités ne sont pas extrêmement saisonnières, conformément à l'IAS 34, mais nos activités d'assurance prêt hypothécaire sont exposées à des variations saisonnières. Les primes perçues pour certains produits d'assurance prêt hypothécaire fluctuent trimestriellement en raison du caractère saisonnier du marché de l'habitation. Ces variations dépendent du nombre de prêts hypothécaires initiés et de contrats d'assurance prêt hypothécaire souscrits, qui atteint habituellement un sommet au printemps et à l'été en raison des ventes de logements. Les règlements d'assurance varient d'un trimestre à l'autre en fonction surtout de la conjoncture économique de même que des caractéristiques du portefeuille des contrats d'assurance en vigueur, comme la taille et l'âge.

3. Changements comptables en vigueur et à venir

Changements comptables en vigueur

Nous surveillons de près les nouvelles normes et les modifications de normes existantes qui ont été publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB). Nous n'avons adopté aucune norme nouvelle ou modifiée et publiée par l'IASB qui a eu une incidence sur nos états financiers consolidés trimestriels non audités.

Changements comptables à venir

L'IASB n'a pas publié d'autres nouvelles normes ni de modifications des normes actuelles qui se répercuteraient sur nous à l'avenir, outre celles qui ont été présentées à la note 3 complémentaire à nos états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 décembre 2020. Plus particulièrement, comme il est indiqué, nous mettrons en œuvre la norme internationale d'information financière (IFRS) 17, *Contrats d'assurance*, le 1^{er} janvier 2023.

4. Jugement critique dans l'application de méthodes comptables et la préparation d'estimations

Lors de la préparation des états financiers selon les IFRS, nous devons exercer notre jugement à diverses reprises, en plus de préparer des estimations et de poser des hypothèses, ce qui peut influencer considérablement sur les montants comptabilisés dans les états financiers. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations. Si c'est le cas, l'incidence sera comptabilisée pendant les périodes ultérieures. Nous avons présenté les principales hypothèses en ce qui concerne l'avenir et les autres importantes sources d'incertitude relative aux estimations à la date de clôture qui présentent un risque important d'entraîner un ajustement significatif de la valeur comptable des actifs et passifs au cours de l'exercice suivant à la note 4 de nos états financiers consolidés audités de l'exercice ayant pris fin le 31 décembre 2020. Les changements importants apportés aux principaux jugements et estimations sont reflétés ci-dessous.

La pandémie de COVID-19 continue de toucher les économies du monde entier et ses répercussions sur nos activités sont devenues plus claires. Le nombre de prêts qui fait encore l'objet d'un report est maintenant négligeable, la nature et l'étendue des interventions gouvernementales et réglementaires sont plus claires et nos projections économiques sont plus optimistes. La plus grande incertitude causée par la COVID-19, en ce qui concerne les hypothèses que nous utilisons pour faire des estimations, continue d'être liée à notre provision pour règlements, comme il en est question ci-dessous.

Jugement dans l'application de méthodes comptables

Provision pour règlements

Nous avons révisé notre estimation de la provision pour règlements au 30 juin 2021 afin de tenir compte de la mise à jour des prêts en souffrance et des hypothèses économiques à la date de clôture. La provision pour règlements ne reflète que les pertes encourues jusqu'au 30 juin 2021 et ne tient pas compte des pertes sur règlements qui pourraient survenir dans les périodes futures.

Nous avons notamment recommencé à utiliser les rapports sur les prêts en souffrance des institutions financières comme données d'entrée principale de notre méthode de provisionnement. Après le premier trimestre de 2020, nous nous sommes principalement appuyés sur les projections des variables économiques pour déterminer notre provision pour règlements, en raison des programmes de report relatifs aux prêts offerts par les institutions financières en 2020 qui ont entraîné une diminution des prêts en souffrance, rendant difficile l'évaluation de la santé des prêts. Les programmes de report ont officiellement cessé le 30 septembre 2020. Par conséquent, au 30 juin 2021, nous considérons que les rapports sur les prêts en souffrance sont complets.

Notre provision pour règlements au 30 juin 2021 continue de tenir compte des projections des variables économiques, mais la pondération appliquée est moindre étant donné que les rapports sur les prêts en souffrance sont complets. Nous tenons compte d'un certain nombre de scénarios pour établir une fourchette raisonnable pour la provision pour règlements, et notre estimation finale du 30 juin 2021 se base sur les principales hypothèses économiques suivantes pour les 18 prochains mois : taux de chômage moyen de 7,3 %; augmentation de l'indice des prix des logements de 5,6 %; et augmentation du produit intérieur brut réel de 5,1 %. Voir la note 7 pour de plus amples renseignements sur la provision pour règlements.

5. Informations sectorielles

Les états financiers consolidés trimestriels reflètent les comptes des secteurs de l'aide au logement, de l'assurance prêt hypothécaire et du financement hypothécaire, qui sont tous axés sur différents produits et programmes appuyant nos objectifs. Nous incluons les comptes de la Fiducie du Canada pour l'habitation (FCH), une entité juridique distincte, qui sont comptabilisés dans les activités de financement hypothécaire. Nous déterminons les résultats financiers de chaque secteur à l'aide des méthodes comptables décrites à la note 2 de nos états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 décembre 2020. Pour tous les secteurs, les actifs sont situés au Canada, où les produits sont constatés.

Nous générons des produits pour le secteur à présenter comme suit :

- les produits des activités d'aide au logement incluent le financement public, les produits d'intérêts sur les prêts et les placements;
- les produits des activités d'assurance prêt hypothécaire incluent les primes d'assurance, les droits de demande et les produits de placements;
- les produits des activités de financement hypothécaire incluent les droits de cautionnement et de demande, les produits de placements et les produits d'intérêts sur les prêts.

Trois mois clos le 30 juin (en millions)	Activités d'aide au logement		Activités d'assurance prêt hypothécaire		Activités de financement hypothécaire		Éliminations		Total	
	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020
Produits d'intérêts	66	71	-	-	1 062	1 178	2	(1)	1 130	1 248
Charges d'intérêts	74	80	-	-	1 059	1 176	(3)	(7)	1 130	1 249
Produits (pertes) d'intérêts nets	(8)	(9)	-	-	3	2	5	6	-	(1)
Financement public des programmes de logement	547	629	-	-	-	-	-	-	547	629
Primes et droits acquis	-	-	349	346	176	170	-	-	525	516
Produits (pertes) de placements	-	-	81	90	11	18	(1)	(3)	91	105
Gains (pertes) nets sur les instruments financiers	44	49	10	462	(8)	14	(11)	(6)	35	519
Autres produits (pertes)	(4)	7	1	1	4	5	-	-	1	13
Total des produits et du financement public	579	676	441	899	186	209	(7)	(3)	1 199	1 781
Charges autres que d'intérêts										
Programmes de logement	472	557	-	-	-	-	-	-	472	557
Règlements d'assurance	-	-	(63)	292	-	-	-	-	(63)	292
Charges opérationnelles	75	88	82	74	18	18	-	-	175	180
Total des charges	547	645	19	366	18	18	-	-	584	1 029
Résultat avant impôt	32	31	422	533	168	191	(7)	(3)	615	752
Impôt sur le résultat	8	6	107	133	42	48	(2)	(1)	155	186
Résultat net	24	25	315	400	126	143	(5)	(2)	460	566
Total des produits et du financement public	579	676	441	899	186	209	(7)	(3)	1 199	1 781
Produits (pertes) intersectoriels ¹	9	1	1	9	(3)	(7)	(7)	(3)	-	-
Total des produits externes et du financement public	570	675	440	890	189	216	-	-	1 199	1 781

¹ Les produits intersectoriels font référence à ce qui suit :

- L'Aide au logement comptabilise les produits d'intérêts tirés de la détention d'Obligations hypothécaires du Canada (OHC) à titre de placements;
- L'assurance prêt hypothécaire comptabilise les produits de placements découlant de la détention d'OHC à titre de placements;
- Pour le secteur Financement hypothécaire, la FCH comptabilise les charges d'intérêt sur les OHC détenues dans le cadre des activités d'aide au logement et d'assurance prêt hypothécaire.

Six mois clos le 30 juin (en millions)	Activités d'aide au logement		Activités d'assurance prêt hypothécaire		Activités de financement hypothécaire		Éliminations		Total	
	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020
Produits d'intérêts	127	146	-	-	2 121	2 453	2	(2)	2 250	2 597
Charges d'intérêts	143	154	-	-	2 114	2 447	(10)	(16)	2 247	2 585
Produits (pertes) d'intérêts nets	(16)	(8)	-	-	7	6	12	14	3	12
Financement public des programmes de logement	1 939	1 543	-	-	-	-	-	-	1 939	1 543
Primes et droits acquis	-	-	696	681	348	330	-	-	1 044	1 011
Produits (pertes) de placements	-	-	156	194	27	35	(3)	(6)	180	223
Gains (pertes) nets sur les instruments financiers	73	39	27	387	2	12	(12)	(7)	90	431
Autres produits (pertes)	(2)	13	-	-	10	7	-	-	8	20
Total des produits et du financement public	1 994	1 587	879	1 262	394	390	(3)	1	3 264	3 240
Charges autres que d'intérêts										
Programmes de logement	1 787	1 399	-	-	-	-	-	-	1 787	1 399
Règlements d'assurance	-	-	(248)	414	-	-	-	-	(248)	414
Charges opérationnelles	153	151	169	143	38	36	-	-	360	330
Total des charges	1 940	1 550	(79)	557	38	36	-	-	1 899	2 143
Résultat avant impôt	54	37	958	705	356	354	(3)	1	1 365	1 097
Impôt sur le résultat	11	6	240	177	89	89	(1)	-	339	272
Résultat net	43	31	718	528	267	265	(2)	1	1 026	825
Total des produits et du financement public	1 994	1 587	879	1 262	394	390	(3)	1	3 264	3 240
Produits (pertes) intersectoriels ¹	9	2	4	13	(10)	(16)	(3)	1	-	-
Total des produits externes et du financement public	1 985	1 585	875	1 249	404	406	-	-	3 264	3 240

¹ Les produits intersectoriels font référence à ce qui suit :

- L'Aide au logement comptabilise les produits d'intérêts tirés de la détention d'Obligations hypothécaires du Canada (OHC) à titre de placements;
- L'assurance prêt hypothécaire comptabilise les produits de placements découlant de la détention d'OHC à titre de placements;
- Pour le secteur Financement hypothécaire, la FCH comptabilise les charges d'intérêt sur les OHC détenues dans le cadre des activités d'aide au logement et d'assurance prêt hypothécaire.

Au 30 juin 2021 et au 31 décembre 2020 <i>(en millions)</i>	Activités d'aide au logement		Activités d'assurance prêt hypothécaire		Activités de financement hypothécaire		Éliminations ¹		Total	
	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020
Actifs										
Trésorerie et équivalents de trésorerie	688	1 171	766	1 121	16	9	-	-	1 470	2 301
Titres achetés dans le cadre de conventions de revente	-	174	-	-	-	-	-	-	-	174
Intérêts courus à recevoir	78	91	86	95	522	529	(1)	(1)	685	714
Placements en valeurs mobilières :										
À la JVRN	318	318	86	81	-	-	-	-	404	399
À la JVAERG	-	-	16 720	18 676	3 446	4 821	(446)	(403)	19 720	23 094
Au coût amorti	3 105	1 447	-	-	-	-	(448)	(20)	2 657	1 427
Instruments dérivés	15	24	-	93	-	-	-	-	15	117
Montants à recevoir du gouvernement du Canada	460	339	-	-	-	-	-	-	460	339
Prêts :										
À la JVRN	498	719	20	24	-	-	-	-	518	743
Au coût amorti	7 019	6 160	77	80	261 367	264 210	-	-	268 463	270 450
Débiteurs et autres actifs	142	190	649	694	164	47	-	-	955	931
Immeubles de placement	282	281	-	-	-	-	-	-	282	281
	12 605	10 914	18 404	20 864	265 515	269 616	(895)	(424)	295 629	300 970
Passifs										
Créditeurs et autres passifs	573	519	76	192	108	41	-	-	757	752
Intérêts courus à payer	59	57	-	-	517	517	(1)	(1)	575	573
Instruments dérivés	18	8	117	-	-	-	-	-	135	8
Provision pour règlements	-	-	430	735	-	-	-	-	430	735
Emprunts :										
À la JVRN	617	1 156	-	-	-	-	-	-	617	1 156
Au coût amorti	10 629	8 529	-	-	261 367	264 210	(844)	(370)	271 152	272 369
Passif au titre des régimes à prestations déterminées	117	242	160	299	10	8	-	-	287	549
Primes et droits non acquis	-	-	6 291	6 129	1 964	1 892	-	-	8 255	8 021
Passif d'impôt différé	85	71	119	139	5	37	(15)	(15)	194	232
	12 098	10 582	7 193	7 494	263 971	266 705	(860)	(386)	282 402	284 395
Capitaux propres du Canada	507	332	11 211	13 370	1 544	2 911	(35)	(38)	13 227	16 575
	12 605	10 914	18 404	20 864	265 515	269 616	(895)	(424)	295 629	300 970

¹ Les éliminations portées au bilan concernent les placements intersectoriels en OHC, de même que les débiteurs et créditeurs intersectoriels.

6. Financement public et charges des programmes de logement

Nous avons affecté le financement public à l'administration des programmes de logement, incluant les charges opérationnelles subies pour les mettre en œuvre, et l'avons ventilé par responsabilités essentielles.

<i>(en millions)</i>	Trois mois clos les 30 juin		Six mois clos les 30 juin	
	2021	2020	2021	2020
Aide pour répondre aux besoins de logement	460	336	1 730	1 089
Financement pour l'habitation	80	1 084	231	1 229
Expertise en logement et développement du potentiel	30	28	75	65
Total¹	570	1 448	2 036	2 383
Financement public différé pendant la période	(23)	(819)	(97)	(840)
Total du financement public comptabilisé²	547	629	1 939	1 543

¹ Comprend des charges opérationnelles de 75 millions de dollars pour les trois mois clos le 30 juin 2021 (84 millions pour les trois mois clos le 30 juin 2020) et de 152 millions de dollars pour les six mois clos le 30 juin 2021 (141 millions pour les six mois clos le 30 juin 2020).

² Le total du financement public comptabilisé ne comprend pas les gains résultant des fonds empruntés à un taux inférieur au marché dans le cadre du Programme d'emprunt des sociétés d'État, qui sont comptabilisés dans les gains (pertes) nets sur les instruments financiers. Ces gains ont totalisé 49 millions de dollars pour les trois mois clos le 30 juin 2021 (30 millions pour les trois mois clos le 30 juin 2020) et 78 millions de dollars pour les six mois clos le 30 juin 2021 (54 millions pour les six mois clos le 30 juin 2020).

Le tableau qui suit présente la variation des montants à recevoir du gouvernement du Canada. Le solde au 30 juin 2021 est principalement composé de charges des programmes de logement qui ont été engagées, mais qui n'ont pas encore été remboursées.

<i>(en millions)</i>	Trois mois clos les 30 juin		Six mois clos les 30 juin	
	2021	2020	2021	2020
Solde au début de la période	863	775	339	249
Ajout des ajustements (nets) des périodes antérieures	(1)	7	-	-
Total du financement public	570	1 448	2 036	2 383
Total du financement public reçu pendant la période	(972)	(1 912)	(1 924)	(2 314)
Remises de tiers au gouvernement du Canada	(1)	1	8	1
Solde à la clôture de la période avant l'ajustement des périodes antérieure et ultérieure	459	319	459	319
Variation nette des ajustements des périodes antérieures	1	(52)	1	(52)
Solde à la clôture de la période	460	267	460	267

7. Assurance prêt hypothécaire

Primes et droits non acquis

Les tableaux qui suivent présentent les variations du solde des primes et droits non acquis.

<i>(en millions)</i>	Trois mois clos les 30 juin		Six mois clos les 30 juin	
	2021	2020	2021	2020
Solde au début de la période	6 119	5 512	6 129	5 496
Primes différées sur les contrats souscrits pendant la période	510	577	840	922
Primes acquises pendant la période	(345)	(337)	(688)	(666)
Droits de demande différés sur les contrats souscrits pendant la période	10	8	17	11
Droits de demande acquis pendant la période ¹	(3)	(4)	(7)	(7)
Solde à la clôture de la période	6 291	5 756	6 291	5 756

¹ Incluant seulement les droits de demande acquis concernant l'assurance pour immeubles collectifs pendant la période. Les droits de demande d'assurance à faible rapport prêt-valeur pour logements de propriétaires-occupants souscrite à l'unité sont acquis à mesure qu'ils sont perçus.

Provision pour règlements

La provision pour règlements tient compte des demandes de règlement au titre des défauts de paiement survenus, mais non déclarés (DSND), au titre des défauts de paiement survenus, mais insuffisamment déclarés (DSID), en cours de traitement (DRCT) et concernant les prêts hypothécaires pour logements sociaux (LS) et prêts hypothécaires indexés (PHI).

La provision pour règlements comprend ce qui suit :

<i>(en millions)</i>	Aux					
	30 juin 2021			31 décembre 2020		
	DSND, DSID et DRCT	LS et PHI	Total	DSND, DSID et DRCT	LS et PHI	Total
Pertes estimatives non actualisées	375	23	398	651	25	676
Actualisation	(4)	(3)	(7)	(4)	(2)	(6)
Provision actualisée pour écarts défavorables	34	5	39	60	5	65
Total de la provision pour règlements	405	25	430	707	28	735

Le tableau qui suit présente les variations de la provision pour règlements.

<i>(en millions)</i>	Trois mois clos les 30 juin					
	2021			2020		
	DSND, DSID et DRCT	LS et PHI	Total	DSND, DSID et DRCT	LS et PHI	Total
Provision pour règlements au début de la période	495	26	521	422	43	465
Règlements nets payés pendant la période	(30)	-	(30)	(34)	-	(34)
Provision pour demandes de règlement présentées et pertes subies pendant la période ¹	56	2	58	246	-	246
Évolution défavorable (favorable) des demandes de règlement durant la période précédente	(116)	(3)	(119)	43	-	43
Provision pour règlements à la clôture de la période	405	25	430	677	43	720

¹ Imputée aux règlements d'assurance dans l'état consolidé des résultats et du résultat global. Il est possible que la provision pour demandes de règlement présentées et pertes subies pendant la période ne corresponde pas aux règlements d'assurance, car certaines charges n'influent pas sur la provision pour règlements.

<i>(en millions)</i>	Six mois clos les 30 juin					
	2021			2020		
	DSND, DSID et DRCT	LS et PHI	Total	DSND, DSID et DRCT	LS et PHI	Total
Provision pour règlements au début de la période	707	28	735	364	43	407
Règlements nets payés pendant la période	(64)	-	(64)	(97)	-	(97)
Provision pour demandes de règlement présentées et pertes subies pendant la période ¹	134	2	136	314	-	314
Évolution défavorable (favorable) des demandes de règlement durant la période précédente	(372)	(5)	(377)	96	-	96
Provision pour règlements à la clôture de la période	405	25	430	677	43	720

¹ Imputée aux règlements d'assurance dans l'état consolidé des résultats et du résultat global. Il est possible que la provision pour demandes de règlement présentées et pertes subies pendant la période ne corresponde pas aux règlements d'assurance, car certaines charges de règlements d'assurance n'influent pas sur la provision pour règlements.

Suffisance du passif d'assurance prêt hypothécaire

Nous effectuons chaque trimestre un test de suffisance du passif relativement au passif des primes et au passif des règlements. Le passif des primes représente une provision pour les règlements futurs et les charges connexes qui sont attendus à l'égard des primes non acquises des contrats d'assurance en vigueur. Ainsi, cette provision reflète les défauts qui ne sont pas encore survenus et, par conséquent, couvre la période allant de la date d'évaluation à la date de défaut (la date présumée à laquelle survient le défaut).

Selon le test de suffisance du passif, aucune réserve pour insuffisance des primes n'était requise au 30 juin 2021.

8. Financement hypothécaire

Nous cautionnons le paiement périodique du capital et des intérêts des OHC émises par la FCH, aux termes du Programme des OHC, ainsi que des TH LNH émis par des émetteurs agréés et fondés sur des prêts résidentiels, dans le cadre du Programme des TH LNH, si un émetteur est incapable de satisfaire à ses obligations dans le cadre de ces programmes. Le cas échéant, nous atténuons la perte en réalisant la sûreté couvrant les obligations, constituées principalement de prêts hypothécaires assurés, dans le cadre de chaque programme.

À la date de clôture, nous n'avons pas reçu de demande de règlement relative à notre cautionnement de paiement périodique. Selon notre analyse, aucune provision n'est requise en sus du solde des primes non acquises.

Les tableaux qui suivent présentent les variations du solde des primes et droits non acquis.

<i>(en millions)</i>	Trois mois clos les 30 juin					
	2021			2020		
	TH LNH	OHC	Total	TH LNH	OHC	Total
Solde au début de la période	1 355	556	1 911	1 144	505	1 649
Droits de cautionnement et de demande perçus pendant la période	189	40	229	262	61	323
Droits de cautionnement et de demande acquis pendant la période	(138)	(38)	(176)	(129)	(41)	(170)
Solde à la clôture de la période	1 406	558	1 964	1 277	525	1 802

<i>(en millions)</i>	Six mois clos les 30 juin					
	2021			2020		
	TH LNH	OHC	Total	TH LNH	OHC	Total
Solde au début de la période	1 341	551	1 892	1 152	503	1 655
Droits de cautionnement et de demande perçus pendant la période	338	82	420	377	100	477
Droits de cautionnement et de demande acquis pendant la période	(273)	(75)	(348)	(252)	(78)	(330)
Solde à la clôture de la période	1 406	558	1 964	1 277	525	1 802

9. Gestion du capital

Aux fins de la gestion du capital, nous considérons que notre capital disponible est égal au total des capitaux propres du Canada moins les actifs ayant une exigence de capital de 100 %.

En matière de gestion du capital, notre principal objectif est d'avoir un capital suffisant pour nos activités commerciales, c'est-à-dire nos activités d'assurance prêt hypothécaire et de financement hypothécaire. Nous voulons réaliser notre mandat, tout en demeurant financièrement autonomes et en suivant les pratiques commerciales prudentes et les directives appliquées dans le secteur privé, le cas échéant. À l'heure actuelle, outre le capital de 25 millions de dollars prévu dans la *Loi sur la SCHL*, nous ne sommes pas assujettis à des normes externes en matière de capital minimal, mais nous nous conformons volontairement aux lignes directrices établies par le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF).

Nous procédons à une évaluation interne des risques et de la solvabilité (ORSA), un dispositif intégré qui permet d'évaluer la suffisance du capital du point de vue tant du capital réglementaire que du capital économique et qui est utilisé pour établir des cibles de capital en tenant compte de notre stratégie et de notre appétit pour le risque. Notre propre version des exigences de capital est établie en déterminant nos risques et en évaluant si un montant de capital explicite est nécessaire pour absorber les pertes découlant de chaque risque. Cette manière de faire nous a également permis de nous conformer aux exigences de la *Loi sur la SCHL* et de la *Loi nationale sur l'habitation*.

Le 25 novembre 2020, notre Conseil d'administration a approuvé une nouvelle méthode de calcul du capital économique permettant de déterminer le capital requis pour les activités de financement hypothécaire, que nous avons appliquée de façon prospective à partir de cette date. Consultez le Rapport annuel 2020 pour en savoir plus sur la méthodologie révisée du capital économique.

Pour nos activités d'assurance prêt hypothécaire et de financement hypothécaire, nous avons fixé une cible interne à un niveau permettant de couvrir tous les risques significatifs. Cette cible interne est calibrée en fonction d'intervalles de confiance définis et est établie de manière à servir d'indicateur précoce que des problèmes financiers doivent être résolus. Conformément à notre politique sur la gestion du capital, nous exerçons nos activités selon un capital disponible supérieur à la cible interne, sauf dans des circonstances exceptionnelles. C'est pourquoi nous avons établi un niveau de fonctionnement qui dépasse notre cible interne pour nos activités d'assurance prêt hypothécaire et de financement hypothécaire. Ce niveau est calibré en fonction d'intervalles de confiance définis par notre politique sur la gestion du capital et est établi de manière à nous donner suffisamment de temps pour résoudre les problèmes financiers avant que le capital disponible chute en deçà de la cible interne.

Nous déclarons au gouvernement des dividendes sur nos activités d'assurance prêt hypothécaire et de financement hypothécaire, dans la mesure où il y a des résultats et des résultats non distribués non affectés aux réserves, à la capitalisation ou à nos besoins pour l'application de la LNH ou de la *Loi sur la SCHL*, ou à toute autre fin relative à l'habitation autorisée par le Parlement. Nous ne gérons toutefois pas notre capital en fonction du paiement de dividendes. Pendant le trimestre à l'étude, nous avons payé des dividendes de 3 895 millions de dollars qui avaient été déclarés au premier trimestre de 2021, et nous avons déclaré et payé d'autres dividendes de 395 millions de dollars au deuxième trimestre (aucun dividende payé ou déclaré pour les trois et les six mois clos le 30 juin 2020).

Les composantes du capital disponible consolidé sont présentées ci-après.

<i>(en millions)</i>	Aux	
	30 juin 2021	31 décembre 2020
Capital d'apport	25	25
Cumul des autres éléments du résultat global	286	607
Résultats non distribués affectés	9 926	9 905
Résultats non distribués non affectés ¹	2 990	6 038
Total des capitaux propres du Canada²	13 227	16 575
Moins les actifs ayant une exigence de capital de 100 %	(67)	(67)
Total du capital disponible	13 160	16 508

¹ Les résultats non distribués non affectés représentent les résultats non distribués qui dépassent notre capital opérationnel pour les activités d'assurance prêt hypothécaire et de financement hypothécaire.

² Les capitaux propres du Canada tiennent compte de l'incidence des éliminations.

Capital des activités d'assurance prêt hypothécaire

Le tableau qui suit présente les composantes du capital disponible.

<i>(en millions, sauf indication contraire)</i>	Aux	
	30 juin 2021	31 décembre 2020
Capital affecté ¹	9 140	9 374
Capital non affecté	2 071	3 996
Total du capital des activités d'assurance prêt hypothécaire	11 211	13 370
Moins les actifs ayant une exigence de capital de 100 %	(67)	(67)
Total du capital disponible des activités d'assurance prêt hypothécaire	11 144	13 303
Cible interne	155 %	155 %
Capital opérationnel	165 %	165 %
Niveau de capital disponible sur le capital minimal requis (% selon le TSAH)	201 %	234 %

¹ Nous affectons les résultats non distribués et les autres éléments du résultat global au capital opérationnel de 165 % selon le TSAH.

Capital des activités de financement hypothécaire

Le capital des activités de financement hypothécaire est affecté aux fins des cautionnements fournis dans le cadre de nos programmes des TH LNH et des OHC. Il n'y a pas de capital réglementaire, et le montant de capital affecté est établi en fonction de notre méthode de calcul du capital économique, comme indiqué dans le dernier rapport annuel. Selon la méthode révisée mise en place le 25 novembre 2020, l'ATR est de 3 milliards de dollars (capital économique requis), montant qui sera réévalué chaque année dans le cadre du processus ORSA. Au 30 juin 2021, nous avons un avoir propre de 1 544 millions de dollars et des primes et droits non acquis de 1 964 millions de dollars, pour un total de 3 508 millions de dollars de capital économique disponible pour plus que compenser le besoin total en actif de 3 milliards de dollars. Ainsi, nous disposons d'un capital suffisant du point de vue du capital économique.

Les résultats non distribués affectés sont déterminés en déduisant les droits de cautionnement et de demande non acquis de l'ATR pour obtenir la valeur comptable du capital requis. Nous comparons notre solde de capitaux propres de clôture aux résultats non distribués affectés établis ci-dessus pour évaluer le capital disponible possible pour les dividendes tout en veillant à ce que nos actifs disponibles ne chutent pas en deçà du capital économique requis de 3 milliards de dollars.

Le tableau qui suit présente les composantes du capital disponible.

<i>(en millions, sauf indication contraire)</i>	Aux	
	30 juin 2021	31 décembre 2020
Capital affecté ¹	1 036	1 107
Capital non affecté	508	1 804
Total du capital disponible des activités de financement hypothécaire	1 544	2 911
Capital disponible sur le capital requis (%)	202 %	349 %
Capital économique disponible sur le capital économique requis	129 %	176 %

¹ Nous affectons les résultats non distribués et les autres éléments du résultat global au capital comptable requis (tel que défini ci-dessus), fixés à 110 % de nos besoins en capital déterminés par ORSA, moins les droits de cautionnement et de demande non acquis. Notre cible interne est fixée à 105 % de notre propre version des exigences de capital, moins les primes et droits non acquis.

Capital des activités d'aide au logement

Programmes d'octroi de prêts

Nous conservons une réserve en vertu de l'article 29 de la *Loi sur la SCHL*. Une tranche des résultats des programmes d'aide au logement est conservée dans cette réserve dans le cadre de notre stratégie de gestion du risque de taux d'intérêt lié aux prêts remboursables par anticipation et de gestion du risque de crédit inhérent aux prêts non garantis. La réserve est assujettie à une limite prescrite de 240 millions de dollars (240 millions en 2020), et nous avons conclu que ce montant était raisonnable selon notre évaluation ORSA. Dans l'éventualité où nous dépassons la limite réglementaire, nous serions tenus de remettre le surplus au gouvernement.

Les variations latentes de la juste valeur ainsi que les pertes sur la réévaluation des régimes à prestations déterminées sont imputées aux résultats non distribués. La tranche des réévaluations liée aux programmes de logement est comptabilisée dans les résultats non distribués jusqu'à ce qu'elle soit remboursée par le gouvernement au moyen du financement public.

Le tableau qui suit présente les composantes du capital disponible.

<i>(en millions)</i>	Aux	
	30 juin 2021	31 décembre 2020
Réserve	51	59
Résultats non distribués	431	248
Total du capital disponible pour les programmes d'octroi de prêts	482	307

Programmes de logement

Il n'y a pas de capital immobilisé pour les programmes de logement, puisque ces activités ne présentent pas de risques qui exigeraient que des réserves en capital soient constituées pour les couvrir.

10. Évaluations à la juste valeur

Nous évaluons certains instruments financiers et actifs non financiers à leur juste valeur dans le bilan consolidé et présentons la juste valeur de certains autres éléments. La juste valeur est déterminée à l'aide d'un cadre d'évaluation uniforme.

La juste valeur est le prix qui serait perçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction régulière entre des intervenants du marché à la date d'évaluation dans les conditions actuelles du marché. La juste valeur d'un actif ou d'un passif est évaluée à l'aide des hypothèses que les intervenants du marché utiliseraient pour fixer le prix de l'actif ou du passif, en supposant que les intervenants du marché agissent dans leur intérêt économique supérieur. L'évaluation à la juste valeur des actifs non financiers (c.-à-d. des immeubles de placement) tient compte de la capacité d'un intervenant du marché à générer des avantages économiques en faisant une utilisation optimale de l'actif ou en le vendant à un autre intervenant du marché qui en ferait une utilisation optimale. Pour les instruments financiers, les intérêts courus sont comptabilisés et présentés séparément.

Hiérarchie des justes valeurs

Les méthodes utilisées pour évaluer la juste valeur maximisent l'utilisation des données observables pertinentes et minimisent celle des données non observables. Les évaluations à la juste valeur sont classées selon une hiérarchie des justes valeurs (au niveau 1, 2 ou 3) qui reflète le caractère observable des données les plus importantes utilisées dans le cadre des évaluations.

Niveau 1 : Les actifs et passifs sont évalués selon les cours non rajustés d'actifs ou de passifs identiques sur des marchés actifs.

Niveau 2 : Les actifs et passifs sont évalués selon des données observables autres que les cours de niveau 1. Les données de niveau 2 incluent les cours obtenus sur des marchés qui ne sont pas considérés comme étant suffisamment actifs et les justes valeurs obtenues en actualisant les flux de trésorerie futurs attendus, principalement en fonction des données du marché directement ou indirectement observables.

Niveau 3 : Les actifs et passifs non notés sur un marché actif sont évalués au moyen de techniques d'évaluation. Si des données observables ne sont pas disponibles, des données non observables sont utilisées. Pour les actifs et passifs de niveau 3, les données d'entrée non observables sont importantes pour l'évaluation globale à la juste valeur.

Comparaison de la valeur comptable et de la juste valeur des instruments financiers non comptabilisés à la juste valeur

Le tableau qui suit présente une comparaison de la valeur comptable et de la juste valeur des instruments financiers non comptabilisés à la juste valeur. La valeur comptable est celle à laquelle un élément est présenté dans le bilan consolidé.

(en millions)	Aux					
	30 juin 2021			31 décembre 2020		
	Valeur comptable	Juste valeur	Juste valeur supérieure à la valeur comptable	Valeur comptable	Juste valeur	Juste valeur supérieure à la valeur comptable
Actifs financiers¹						
Placements au coût amorti ²	2 657	2 658	1	1 427	1 439	12
Prêts au coût amorti ³	268 463	273 244	4 781	270 450	280 561	10 111
Passifs financiers						
Emprunts au coût amorti ⁴	271 152	276 064	4 912	272 369	282 708	10 339

¹ Ne comprend pas la trésorerie et les équivalents de trésorerie de 759 millions de dollars (1 023 millions au 31 décembre 2020) et les titres achetés en vertu de conventions de revente d'un montant nul millions de dollars (174 millions au 31 décembre 2020) comptabilisés au coût amorti, puisque la juste valeur de ces instruments financiers est égale à leur valeur comptable.

² Une tranche de 2 658 millions de dollars (1 439 millions au 31 décembre 2020) de la juste valeur est classée au niveau 2.

³ Une tranche de 270 711 millions de dollars (278 750 millions au 31 décembre 2020) de la juste valeur est classée au niveau 2 et une tranche de 2 533 millions de dollars (1 811 millions au 31 décembre 2020), au niveau 3.

⁴ Une tranche de 203 309 millions de dollars (219 834 millions au 31 décembre 2020) de la juste valeur est classée au niveau 1 et une tranche de 72 755 millions de dollars (62 874 millions au 31 décembre 2020), au niveau 2.

Hiérarchie des justes valeurs pour les éléments comptabilisés à la juste valeur

Le tableau qui suit présente la hiérarchie des justes valeurs des actifs et passifs inscrits à la juste valeur au bilan consolidé.

(en millions)	Aux							
	30 juin 2021				31 décembre 2020			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Actifs								
Équivalents de trésorerie								
Dépôts bancaires portant intérêt	-	37	-	37	-	290	-	290
Émis par le gouvernement fédéral	667	-	-	667	710	266	-	976
Provinces et municipalités	-	-	-	-	-	12	-	12
Entreprises ou autres entités	-	7	-	7	-	-	-	7
Total des équivalents de trésorerie	667	44	-	711	710	568	-	1 278
Placements en valeurs mobilières								
À la JVRN								
Titres de créance								
Entreprises ou autres entités	158	-	-	158	38	20	-	58
Provinces et municipalités	102	-	-	102	103	76	-	179
Pays souverains et entités connexes	58	-	-	58	-	81	-	81
Titres de capitaux propres								
Parts dans une société en commandite	-	-	86	86	-	-	81	81
Total à la JVRN	318	-	86	404	141	177	81	399
À la JVAERG								
Titres de créance								
Entreprises ou autres entités	7 437	524	-	7 961	1 891	5 856	-	7 747
Émis par le gouvernement fédéral	8 405	-	-	8 405	11 280	532	-	11 812
Provinces et municipalités	3 177	-	-	3 177	2 797	562	-	3 359
Pays souverains et entités connexes	177	-	-	177	16	160	-	176
Total à la JVAERG	19 196	524	-	19 720	15 984	7 110	-	23 094
Prêts désignés à la JVRN	-	254	-	254	-	537	-	537
Prêts désignés obligatoirement à la JVRN	-	16	248	264	-	17	189	206
Instruments dérivés	-	15	-	15	-	117	-	117
Immeubles de placement	-	-	282	282	-	-	281	281
Total des actifs comptabilisés à la juste valeur	20 181	853	616	21 650	16 835	8 526	551	25 912
Passifs								
Emprunts désignés à la JVRN	-	(617)	-	(617)	-	(1 156)	-	(1 156)
Instruments dérivés	-	(119)	(16)	(135)	-	(8)	-	(8)
Total des passifs comptabilisés à la juste valeur	-	(736)	(16)	(752)	-	(1 164)	-	(1 164)
Actif net à la JVRN	20 181	117	600	20 898	16 835	7 362	551	24 748

Transferts entre les niveaux de la hiérarchie des justes valeurs

Pour les actifs et passifs évalués à la juste valeur de façon récurrente, nous déterminons si des reclassements ont eu lieu entre les niveaux hiérarchiques en réévaluant le classement à la clôture de chaque date de clôture. Les transferts dépendent de critères de classification interne fondés sur des variables comme l'observabilité des prix et les volumes d'opérations sur le marché à chaque date du bilan. Les transferts entre les niveaux sont réputés s'être produits au début du trimestre au cours duquel le transfert est effectué. Pendant les trois mois clos le 30 juin 2021, il y a eu des transferts de 6 417 millions de dollars

du niveau 2 au niveau 1 (582 millions pour les trois mois clos le 30 juin 2020). Pendant les six mois clos le 30 juin 2021, il y a eu des transferts de 8 418 millions de dollars du niveau 2 au niveau 1 (2 631 millions pour les six mois clos le 30 juin 2020). Pendant les trois mois clos le 30 juin 2021, il n'y a eu aucun transfert du niveau 1 au niveau 2 (4 166 millions pour les trois mois clos le 30 juin 2020). Pendant les six mois clos le 30 juin 2021, il y a eu des transferts de 432 millions de dollars du niveau 1 au niveau 2 (4 417 millions pour les six mois clos le 30 juin 2020).

Variations de la juste valeur des éléments classés au niveau 3

Le tableau qui suit présente les variations de la juste valeur des éléments comptabilisés à la juste valeur et désignés au niveau 3.

<i>(en millions)</i>	Placements en valeurs mobilières à la JVRN	Placements en valeurs mobilières à la JVAERG	Prêts à la JVRN	Immeubles de placement	Instruments dérivés – JVRN	Total
Trois mois clos le 30 juin 2021						
Juste valeur au 1 ^{er} avril 2021	83	17	209	281	(8)	582
Achats/émissions	2	-	44	1	-	47
Gains nets comptabilisés en résultat net ^{1,2}	1	-	11	-	(7)	5
Entrées de trésorerie provenant des règlements/cessions	-	(17)	(16)	-	-	(33)
Juste valeur au 30 juin 2021	86	-	248	282	(15)	601
Six mois clos le 30 juin 2021						
Juste valeur au 1 ^{er} janvier 2021	81	-	189	281	(4)	547
Achats/émissions	3	7	64	1	-	75
Gains nets comptabilisés en résultat net ^{1,2}	2	-	19	-	(11)	10
Niveau des transferts	-	10	-	-	-	10
Entrées de trésorerie provenant des règlements/cessions	-	(17)	(24)	-	-	(41)
Juste valeur au 30 juin 2021	86	-	248	282	(15)	601
Trois mois clos le 30 juin 2020						
Juste valeur au 1 ^{er} avril 2020	121	-	98	276	-	495
Achats/émissions	2	-	49	-	-	51
Gains nets comptabilisés en résultat net ^{1,2}	(1)	-	(3)	2	-	(2)
Gain comptabilisé dans les AERG	-	-	-	-	-	-
Entrées de trésorerie provenant des règlements/cessions	-	-	(4)	-	-	(4)
Juste valeur au 30 juin 2020	122	-	140	278	-	540
Six mois clos le 30 juin 2020						
Juste valeur au 1 ^{er} janvier 2020	118	-	70	276	-	464
Achats/émissions	2	-	83	-	-	85
Gains nets comptabilisés en résultat net ^{1,2}	2	-	(3)	2	-	1
Entrées de trésorerie provenant des règlements/cessions	-	-	(10)	-	-	(10)
Juste valeur au 30 juin 2020	122	-	140	278	-	540

¹ Inclus dans les gains (pertes) nets sur les instruments financiers pour les placements en valeurs mobilières et dans les autres produits pour les immeubles de placement.

² Ne tiennent compte que des gains latents liés aux actifs détenus à la clôture de la période.

Données non observables pour les éléments classés au niveau 3

L'évaluation des éléments classés au niveau 3 se fonde sur des données non observables, dont les variations sont susceptibles d'influer considérablement sur l'évaluation de la juste valeur. Les évaluations sont fondées sur des appréciations de la conjoncture au 30 juin 2021, laquelle peut évoluer significativement pendant les périodes ultérieures. Les techniques et les données non observables sur lesquelles se fonde l'évaluation des éléments classés au niveau 3 au 30 juin 2021 n'ont pas changé de manière significative depuis le 31 décembre 2020. La sensibilité de la juste valeur des éléments classés au niveau 3 aux variations des données inobservables demeure la même que celle qui a été utilisée pour la préparation de nos états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 décembre 2020.

11. Placements en valeurs mobilières

Qualité du crédit

Le tableau qui suit présente la qualité du crédit des titres de créance désignés à la JVAERG et au coût amorti, pour lesquels une provision pour pertes de crédit attendues est fondée sur 12 mois, à l'exception d'un instrument désigné à la JVAERG dont la valeur comptable brute est de 4 millions de dollars, pour lesquels la provision est fondée sur les pertes de crédit attendues à vie. Les notations sont fondées sur notre système interne de notation et les montants indiqués dans le tableau représentent la valeur comptable brute des actifs financiers.

(en millions)	Aux											
	30 juin 2021						31 décembre 2020					
	AAA	De AA- à AA+	De A- à A+	De BBB- à BBB+	Inférieur à BBB-	Total	AAA	De AA- à AA+	De A- à A+	De BBB- à BBB+	Inférieur à BBB-	Total
Placements en valeurs mobilières ¹												
À la JVAERG	9 502	3 541	4 012	2 566	99	19 720	12 913	3 779	3 920	2 397	85	23 094
Au coût amorti	1 104	578	975	-	-	2 657	445	391	591	-	-	1 427

¹ Les notations internes sont fondées sur des évaluations internes de la solvabilité des contreparties. Ces notations correspondent à celles fournies par les agences de notation, sauf dans les cas où il existe des notations intrinsèques. La notation interne d'une contrepartie ne peut pas être supérieure à la notation intrinsèque la plus élevée attribuée par toute agence de notation. Une notation intrinsèque élimine la supposition d'appui sur une garantie gouvernementale.

Pertes de crédit attendues

La provision pour pertes de crédit attendues sur les titres de créance désignés à la JVAERG s'élevait à 4 millions de dollars au 30 juin 2021 (5 millions au 31 décembre 2020), avec une perte correspondante de 2 millions de dollars et un gain de 1 million de dollars comptabilisé en gains (pertes) nets sur les instruments financiers au cours des trois mois et des six mois clos le 30 juin 2021 (gain correspondant de 41 millions de dollars pour les trois mois clos le 30 juin 2020 et perte correspondante de 24 millions de dollars pour les six mois clos le 30 juin 2020).

La provision pour pertes de crédit attendues sur les titres de créance désignés au coût amorti s'élevait à un montant nul au 30 juin 2021 (montant nul 31 décembre 2020), avec un gain correspondant d'un montant nul comptabilisé dans les gains (pertes) nets sur les instruments financiers au cours des trois mois et des six mois clos le 30 juin 2021 (gain de 1 million de dollars pour les trois mois clos le 30 juin 2020 et perte de 3 millions de dollars pour les six mois clos le 30 juin 2020).

12. Prêts

Le tableau qui suit présente les flux de trésorerie et les variations hors trésorerie liés aux prêts.

<i>(en millions)</i>	Trois mois clos les 30 juin								
	Solde au début de la période	Flux de trésorerie		Variations hors trésorerie					Solde à la clôture de la période
		Remboursements	Décaissements	Variations de la juste valeur	Accroissement	Pertes de crédit attendues	Intérêts capitalisés	Transferts ¹	
2021									
À la JVRN									
Programmes d'octroi de prêts	581	(19)	35	8	-	-	-	(107)	498
Activités d'assurance prêt hypothécaire	23	(14)	6	5	-	-	-	-	20
Total à la JVRN	604	(33)	41	13	-	-	-	(107)	518
Au coût amorti									
Prêts aux termes du Programme des OHC	264 556	(17 657)	9 747	-	10	-	-	-	256 656
Programmes d'octroi de prêts	6 526	(186)	577	-	-	(10)	5	107	7 019
Prêts aux termes du PAPHA	4 998	(287)	-	-	-	-	-	-	4 711
Activités d'assurance prêt hypothécaire	78	(14)	1	-	8	4	-	-	77
Total au coût amorti	276 158	(18 144)	10 325	-	18	(6)	5	107	268 463
Total	276 762	(18 177)	10 366	13	18	(6)	5	-	268 981
2020									
À la JVRN									
Programmes d'octroi de prêts	1 168	(43)	44	3	-	-	-	(233)	939
Activités d'assurance prêt hypothécaire	26	(11)	5	4	-	-	-	-	24
Total à la JVRN	1 194	(54)	49	7	-	-	-	(233)	963
Au coût amorti									
Prêts aux termes du Programme des OHC	244 534	(10 074)	18 671	-	12	-	-	-	253 143
Programmes d'octroi de prêts	5 051	(118)	310	-	-	17	4	233	5 497
Prêts aux termes du PAPHA	5 000	(138)	817	-	-	-	-	-	5 679
Activités d'assurance prêt hypothécaire	96	(16)	-	-	2	10	-	-	92
Total au coût amorti	254 681	(10 346)	19 798	-	14	27	4	233	264 411
Total	255 875	(10 400)	19 847	7	14	27	4	-	265 374

¹ Les transferts sont des prêts arrivés à échéance et renouvelés lorsque les nouveaux prêts ne font plus partie d'un portefeuille de prêts et d'emprunts couverts économiquement; ils sont donc classés au coût amorti.

<i>(en millions)</i>	Six mois clos les 30 juin								
	Solde au début de la période	Flux de trésorerie		Variations hors trésorerie					Solde à la clôture de la période
		Remboursements	Décaissements	Variations de la juste valeur	Accroissement	Pertes de crédit attendues	Intérêts capitalisés	Transferts ¹	
2021									
À la JVRN									
Programmes d'octroi de prêts	719	(41)	50	7	-	-	-	(237)	498
Activités d'assurance prêt hypothécaire	24	(21)	12	5	-	-	-	-	20
Total à la JVRN	743	(62)	62	12	-	-	-	(237)	518
Au coût amorti									
Prêts aux termes du Programme des OHC	258 962	(22 066)	19 740	-	20	-	-	-	256 656
Programmes d'octroi de prêts	6 160	(414)	1 033	-	-	(6)	9	237	7 019
Prêts aux termes du PAPH	5 248	(537)	-	-	-	-	-	-	4 711
Activités d'assurance prêt hypothécaire	80	(22)	2	-	9	8	-	-	77
Total au coût amorti	270 450	(23 039)	20 775	-	29	2	9	237	268 463
Total	271 193	(23 101)	20 837	12	29	2	9	-	268 981
2020									
À la JVRN									
Programmes d'octroi de prêts	1 307	(95)	70	17	-	-	-	(360)	939
Activités d'assurance prêt hypothécaire	24	(17)	13	4	-	-	-	-	24
Total à la JVRN	1 331	(112)	83	21	-	-	-	(360)	963
Au coût amorti									
Prêts aux termes du Programme des OHC	244 445	(20 494)	29 167	-	25	-	-	-	253 143
Programmes d'octroi de prêts	4 893	(344)	585	-	-	(5)	8	360	5 497
Prêts aux termes du PAPH	-	(138)	5 817	-	-	-	-	-	5 679
Activités d'assurance prêt hypothécaire	101	(23)	1	-	3	10	-	-	92
Total au coût amorti	249 439	(20 999)	35 570	-	28	5	8	360	264 411
Total	250 770	(21 111)	35 653	21	28	5	8	-	265 374

¹ Les transferts sont des prêts arrivés à échéance et renouvelés lorsque les nouveaux prêts ne font plus partie d'un portefeuille de prêts et d'emprunts couverts économiquement; ils sont donc classés au coût amorti.

Nous étions certains de recouvrer le capital et les intérêts courus de 99 % de nos prêts (99 % au 31 décembre 2020) auprès des divers ordres de gouvernement, par l'intermédiaire de l'assurance prêt hypothécaire de la SCHL ou par une sûreté de premier rang représentant la seule source de remboursement de nos prêts dans le cadre du Programme des OHC.

Pertes de crédit attendues

Le total des engagements de prêt inutilisés au 30 juin 2021 était de 6 108 millions de dollars (5 022 millions au 31 décembre 2020), dont 6 101 millions de dollars (5 015 millions au 31 décembre 2020) sont assujettis à des pertes de crédit attendues sur 12 mois et 7 millions de dollars (7 millions au 31 décembre 2020) sont des engagements en cours sur des prêts initiés, dépréciés ou achetés.

Au 30 juin 2021, la provision pour pertes de crédit attendues sur les engagements de prêt inutilisés était de 6 millions de dollars (7 millions au 31 décembre 2020) et la provision pour pertes de crédit attendues sur les prêts était de 89 millions (91 millions au 31 décembre 2020). La variation de la provision pour pertes de crédit attendues est incluse dans les gains (pertes) nets sur les instruments financiers pour les programmes d'octroi de prêts et les règlements concernant les prêts liés aux activités d'assurance prêt hypothécaire.

13. Emprunts

Le tableau qui suit présente les flux de trésorerie et les variations hors trésorerie liés aux emprunts.

<i>(en millions)</i>	Trois mois clos les 30 juin							Solde à la clôture de la période
	Solde au début de la période	Flux de trésorerie		Variations hors trésorerie				
		Émissions	Remboursements	Variations de la juste valeur	Accroissement et autres	Éliminations		
2021								
Désignés à la JVRN								
Emprunts auprès du gouvernement du Canada – Programmes d’octroi de prêts	857	-	(237)	(3)	-	-	617	
Au coût amorti								
Obligations hypothécaires du Canada	264 151	9 747	(17 657)	-	9	(438)	255 812	
Emprunts auprès du gouvernement du Canada – Programmes d’octroi de prêts	9 250	4 870	(3 449)	(49)	7	-	10 629	
Emprunts auprès du gouvernement du Canada – PAPHA	4 998	-	(287)	-	-	-	4 711	
Total au coût amorti	278 399	14 617	(21 393)	(49)	16	(438)	271 152	
Total	279 256	14 617	(21 630)	(52)	16	(438)	271 769	
2020								
Désignés à la JVRN								
Emprunts auprès du gouvernement du Canada – Programmes d’octroi de prêts	2 094	-	(440)	5	-	-	1 659	
Au coût amorti								
Obligations hypothécaires du Canada	243 620	18 671	(9 862)	-	12	122	252 563	
Emprunts auprès du gouvernement du Canada – Programmes d’octroi de prêts	7 180	3 063	(2 787)	(30)	11	-	7 437	
Emprunts auprès du gouvernement du Canada – PAPHA	5 000	817	(138)	-	-	-	5 679	
Total au coût amorti	255 800	22 551	(12 787)	(30)	23	122	265 679	
Total	257 894	22 551	(13 227)	(25)	23	122	267 338	

<i>(en millions)</i>	Six mois clos les 30 juin							Solde à la clôture de la période
	Solde au début de la période	Flux de trésorerie		Variations hors trésorerie				
		Émissions	Remboursements	Variations de la juste valeur	Accroissement et autres	Éliminations		
2021								
Désignés à la JVRN								
Emprunts auprès du gouvernement du Canada – Programmes d’octroi de prêts	1 156	-	(528)	(11)	-	-	617	
Au coût amorti								
Obligations hypothécaires du Canada	258 592	19 740	(22 045)	-	19	(494)	255 812	
Emprunts auprès du gouvernement du Canada – Programmes d’octroi de prêts	8 529	6 544	(4 378)	(78)	12	-	10 629	
Emprunts auprès du gouvernement du Canada – PAPHA	5 248	-	(537)	-	-	-	4 711	
Total au coût amorti	272 369	26 284	(26 960)	(78)	31	(494)	271 152	
Total	273 525	26 284	(27 488)	(89)	31	(494)	271 769	
2020								
Désignés à la JVRN								
Emprunts auprès du gouvernement du Canada – Programmes d’octroi de prêts	2 374	-	(752)	37	-	-	1 659	
Au coût amorti								
Obligations hypothécaires du Canada	243 454	29 167	(20 202)	-	25	119	252 563	
Emprunts auprès du gouvernement du Canada – Programmes d’octroi de prêts	6 287	6 715	(5 535)	(54)	24	-	7 437	
Emprunts auprès du gouvernement du Canada – PAPHA	-	5 817	(138)	-	-	-	5 679	
Total au coût amorti	249 741	41 699	(25 875)	(54)	49	119	265 679	
Total	252 115	41 699	(26 627)	(17)	49	119	267 338	

Lorsque nous détenons des OHC jusqu’à l’échéance ou en achetons sur le marché primaire, nous éliminons les flux de trésorerie connexes de l’état consolidé des flux de trésorerie. Pendant les trois mois et les six mois clos le 30 juin 2021, respectivement, un montant nul et 20 millions de dollars (212 millions pour les trois mois clos le 30 juin 2020 et 292 millions pour les six mois clos le 30 juin 2020) d’OHC arrivées à échéance ont été éliminés des remboursements dans le tableau ci-dessus ainsi que du poste « Placements en valeurs mobilières – Ventes et échéances » de l’état consolidé des flux de trésorerie.

Pouvoirs d'emprunt

Le ministre des Finances approuve chaque année le plan d'emprunt de la SCHL de même qu'il établit les limites et les modalités des emprunts. En 2021, les limites s'appliquant à nos emprunts à court terme et à long terme en cours s'élèvent respectivement à 6 milliards et à 5 milliards de dollars (contre 20 milliards et 154 milliards, respectivement, en 2020). Nos emprunts à court terme réels en cours au 30 juin 2021 étaient de 353 millions de dollars (410 millions au 31 décembre 2020). Le montant réel des emprunts à long terme contractés au cours des trois mois et des six mois clos le 30 juin 2021 s'est établi à respectivement 1,5 milliard de dollars et à 2,5 milliards de dollars (1,5 milliard et 7,1 milliards, respectivement, pour les trois mois et les six mois clos le 30 juin 2020).

14. Produits et charges liés aux instruments financiers

Gains et pertes sur les instruments financiers

Le tableau qui suit présente les gains (pertes) sur les instruments financiers comptabilisés à l'état consolidé des résultats et du résultat global.

<i>(en millions)</i>	Trois mois clos les 30 juin		Six mois clos les 30 juin	
	2021	2020	2021	2020
Instruments financiers désignés à la JVRN				
Placements en valeurs mobilières	(1)	1	(2)	6
Prêts	-	4	(3)	17
Emprunts	3	(5)	11	(37)
Total des instruments financiers désignés à la JVRN	2	-	6	(14)
Instruments financiers désignés obligatoirement à la JVRN				
Titres de capitaux propres	1	(1)	2	2
Instruments dérivés	51	102	101	(122)
Prêts	13	3	15	4
Total des instruments financiers désignés obligatoirement à la JVRN	65	104	118	(116)
Instruments financiers désignés obligatoirement à la JVAERG¹				
Titres de créance libellés en dollars américains	(63)	324	(99)	545
Prêts au coût amorti	-	1	-	3
Emprunts au coût amorti ²	35	30	64	44
Recouvrements de crédit attendus (pertes) sur les actifs financiers ³	(4)	60	1	(31)
Total	35	519	90	431

¹ Y compris des pertes de change de 62 millions et 123 millions de dollars, respectivement, pendant les trois mois et les six mois clos le 30 juin 2021 (gain de 62 millions et perte de 158 millions, respectivement, pour les trois mois et les six mois clos le 30 juin 2020) attribuables à la conversion des titres de créance libellés en dollars américains.

² Y compris des pertes, découlant des remboursements d'emprunts, de 14 millions de dollars et de 14 millions de dollars, respectivement, pendant les trois mois et les six mois clos le 30 juin 2021 (néant et 10 millions, respectivement, pour les trois mois et les six mois clos le 30 juin 2020), déduction faite des gains, attribuables aux émissions d'emprunts, de 49 millions et 78 millions, respectivement, pendant les trois mois et les six mois clos le 30 juin 2021 (30 millions et 54 millions, respectivement, pour les trois mois et les six mois clos le 30 juin 2020).

³ Sont exclues les pertes de crédit prévues sur les prêts des activités d'assurance prêt hypothécaire au coût amorti de 4 millions de dollars et de 9 millions de dollars, respectivement, pour les trois mois et les six mois clos le 30 juin 2021 (comparativement à des pertes de crédit prévues de 10 millions de dollars pour les trois mois et les six mois clos le 30 juin 2020). Ces pertes de crédit prévues sont présentées dans les règlements d'assurance.

15. Risque de marché

Le risque de marché découle des incidences financières défavorables de l'évolution des facteurs sous-jacents du marché, notamment les taux d'intérêt et de change et le cours des titres de capitaux propres. Il n'y a eu aucun changement significatif de notre évaluation et de notre gestion du risque de marché pendant les trois mois et six mois clos le 30 juin 2021.

Risque de change

Nous sommes exposés au risque de change en raison des placements que nous détenons dans des titres libellés en monnaies étrangères. Nos politiques internes limitent les placements en monnaies étrangères et exigent la pleine couverture du risque de change. Nous détenons pour 4 526 millions de dollars américains de titres de créance libellés en dollars américains au 30 juin 2021 (4 347 millions au 31 décembre 2020), que nous présentons à la JVAERG sous forme de titres de placements en valeurs mobilières, et nous avons évalué que le risque de change résiduel n'était pas significatif.

Valeur à risque (VAR)

Nous évaluons le risque de marché lié aux placements en valeurs mobilières des portefeuilles de placements des activités d'assurance prêt hypothécaire et de financement hypothécaire en appliquant des modèles de valeur à risque (VAR). La VAR est une technique utilisée pour mesurer la perte éventuelle maximale d'un portefeuille de placements pendant une période de détention précise et selon un niveau de confiance donné. La VAR pour les portefeuilles de placements des activités d'assurance prêt hypothécaire et de financement hypothécaire, selon un niveau de confiance de 95 % pendant une période de détention de 22 jours ouvrables, figure dans le tableau qui suit. Les chiffres de la VAR sont fondés sur les données historiques d'une année relativement aux cours et aux corrélations des marchés des obligations et de 26 semaines relativement à la volatilité.

<i>(en millions)</i>	Aux	
	30 juin 2021	31 décembre 2020
Placements en valeurs mobilières :		
Risque de taux d'intérêt sur les titres de créance		
Titres libellés en dollars canadiens	124	156
Titres libellés en dollars américains	61	75
Incidences de la diversification	(19)	(28)
VAR totale	166	203

Sensibilité aux taux d'intérêt

Nous évaluons le risque de marché pour le portefeuille de prêts, de placements, d'emprunts et de swaps des activités d'aide au logement en fonction de la sensibilité aux variations des taux d'intérêt.

Pour les instruments financiers désignés à la JVRN et les instruments dérivés pour les activités d'aide au logement, nous avons établi que l'incidence nette d'une variation de 200 points de base des taux d'intérêt serait négligeable au 30 juin 2021 après avoir tenu compte des instruments dérivés.

Les instruments financiers évalués au coût amorti pour les activités d'aide au logement sont également exposés au risque de taux d'intérêt. Le tableau qui suit présente l'incidence nette d'une variation des taux d'intérêt sur la juste valeur au 30 juin 2021.

<i>(en millions)</i>	Aux			
	30 juin 2021		31 décembre 2020	
	Variation des taux d'intérêt -200 pb	Variation des taux d'intérêt +200 pb	Variation des taux d'intérêt -200 pb	Variation des taux d'intérêt +200 pb
Augmentation (diminution) de la juste valeur du passif net ¹	560	(459)	306	(356)

¹ La variation de la juste valeur du passif net attribuable aux variations des taux d'intérêt présentée dans ce tableau ne serait pas comptabilisée dans le résultat global, puisque les instruments financiers sous-jacents sont évalués au coût amorti.

16. Risque de crédit

Le risque de crédit représente les pertes financières potentielles découlant du défaut d'un emprunteur ou d'une contrepartie institutionnelle de remplir ses obligations contractuelles. Nous présentons une description complète du risque de crédit lié à nos instruments financiers et de la manière dont nous gérons ce risque à la note 19 de nos états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 décembre 2020. La nature du risque de crédit et notre manière de le gérer n'ont pas changé pendant les trois mois et six mois clos le 30 juin 2021.

17. Prestations de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi

Le tableau qui suit présente les charges, les réévaluations et les cotisations des régimes de prestations déterminées.

<i>(en millions)</i>	Trois mois clos les 30 juin			
	Régimes de retraite		Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	
	2021	2020	2021	2020
Coût des services rendus	14	11	-	-
Charges d'intérêts nettes	3	3	1	1
Charges comptabilisées en résultat net	17	14	1	1
Pertes nets actuariels découlant de changements des hypothèses financières	(137)	(439)	(8)	(22)
Rendement de l'actif des régimes (excluant les montants inclus dans les charges d'intérêts nettes)	113	167	-	-
Réévaluations nettes comptabilisées dans les autres éléments du résultat global¹	(24)	(272)	(8)	(22)
Cotisations de la SCHL	19	5	1	1
Cotisations des employés	10	6	-	-
Total des cotisations	29	11	1	1

¹ Les régimes à prestations déterminées sont réévalués chaque trimestre pour tenir compte de l'évolution du taux d'actualisation et du rendement réel de l'actif. Les autres hypothèses actuarielles sont mises à jour au moins une fois par année.

² Comprend un paiement de solvabilité de 12 millions de dollars pour les trois mois clos le 30 juin 2021 (montant nul en 2020).

<i>(en millions)</i>	Six mois clos les 30 juin			
	Régimes de retraite		Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	
	2021	2020	2021	2020
Coût des services rendus	31	22	-	-
Charges d'intérêts nettes	5	6	2	2
Charges comptabilisées en résultat net	36	28	2	2
Gains (pertes) nets actuariels découlant de changements des hypothèses financières	236	(146)	9	(8)
Rendement de l'actif des régimes (excluant les montants inclus dans les charges d'intérêts nettes)	21	19	-	-
Réévaluations nettes comptabilisées dans les autres éléments du résultat global¹	257	(127)	9	(8)
Cotisations de la SCHL ²	32	16	2	1
Cotisations des employés	16	11	-	-
Total des cotisations	48	27	2	1

¹ Les régimes à prestations déterminées sont réévalués chaque trimestre pour tenir compte de l'évolution du taux d'actualisation et du rendement réel de l'actif. Les autres hypothèses actuarielles sont mises à jour au moins une fois par année.

² Comprend un paiement de solvabilité de 18 millions de dollars pour les six mois clos le 30 juin 2021 (6 millions en 2020).

Nous déterminons le taux d'actualisation d'après les recommandations de l'Institut canadien des actuaires, en fonction des obligations de sociétés canadiennes notées AA dont la durée à l'échéance se rapproche de la durée de nos obligations. Le taux d'actualisation utilisé pour la réévaluation des obligations au titre des régimes à prestations déterminées au 30 juin 2021 était de 3,1 % (2,6 % au 31 décembre 2020).

18. Impôt sur le résultat

Le tableau qui suit présente les composantes de l'impôt sur le résultat.

<i>(en millions)</i>	Trois mois clos les 30 juin		Six mois clos les 30 juin	
	2021	2020	2021	2020
Charge d'impôt exigible	166	135	372	274
Charge d'impôt différé afférente à la naissance et à la résorption d'écarts temporaires	(11)	51	(33)	(2)
Total de la charge d'impôt en résultat net	155	186	339	272
Charge (recouvrement) d'impôt sur les autres éléments du résultat global				
Pertes nettes latentes (gains) sur les instruments financiers désignés à la JVAERG	37	(9)	(77)	134
Reclassement en résultat net des gains nets latents des exercices antérieurs réalisés pendant la période	(25)	(9)	(28)	(9)
Pertes (gains) sur la réévaluation des régimes à prestations déterminées	(11)	(42)	29	(20)
Total de la charge (du recouvrement) d'impôt dans les autres éléments du résultat global	1	(60)	(76)	105
Total	156	126	263	377

19. Transactions entre parties liées

Nous avons différé et amorti des droits versés au gouvernement en contrepartie de la garantie financière fournie par ce dernier à l'égard de nos activités d'assurance prêt hypothécaire et de financement hypothécaire. Pour les activités d'assurance prêt hypothécaire, ces droits, qui sont comptabilisés dans les charges opérationnelles, ont totalisé 12 millions de dollars pendant les trois mois clos le 30 juin 2021 et 24 millions de dollars pendant les six mois clos le 30 juin 2021 (contre 11 millions et 22 millions, respectivement, un an plus tôt). Pour les activités de financement hypothécaire, ces droits se sont élevés à 9 millions de dollars pendant les trois mois et à 18 millions pendant les six mois clos le 30 juin 2021 (contre 8 millions et 15 millions, respectivement, un an plus tôt).

Toutes les autres informations sur les transactions significatives entre parties liées et les soldes sont fournies dans les notes pertinentes.

20. Engagements et passifs éventuels

Au 30 juin 2021, nos obligations financières contractuelles au titre des programmes de logement, qui s'échelonnent sur des périodes d'au plus 25 ans, s'élevaient à 9 738 millions de dollars (8 926 millions au 31 décembre 2020) et nos autres obligations contractuelles jusqu'en 2025 s'élevaient à 230 millions de dollars (182 millions au 31 décembre 2020).

Nous détenons la trésorerie et les équivalents de trésorerie suivants qui sont destinés à être utilisés dans le cadre des programmes respectifs :

<i>(en millions)</i>	Aux	
	30 juin 2021	31 décembre 2020
Initiative Financement de la construction de logements locatifs (iFCLL)	167	655
Prêt direct – couvert économiquement	37	290
Fonds national de co-investissement pour le logement (FNCIL)	218	122
Fonds d'innovation pour le logement abordable	75	29
Aide d'urgence du Canada pour le loyer commercial	-	7
Total	497	1 103

21. Informations comparatives

Nous avons reclassé certains renseignements comparatifs dans l'état consolidé des flux de trésorerie. Nous avons déjà présenté les rentrées et les décaissements liés aux contrats de change à terme, ainsi que les acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles, sous forme de flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles, mais nous les présentons maintenant sous forme de flux de trésorerie provenant des activités d'investissement. De plus, dans le cadre des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles, nous avons reclassé les renseignements comparatifs relatifs aux débiteurs et autres actifs et aux créditeurs et autres passifs. Nous présentons maintenant l'amortissement et la dépréciation sur une ligne distincte, afin de mieux refléter la nature de nos transactions d'immobilisations corporelles et incorporelles.

Nous avons également reclassé certains renseignements comparatifs à la note 14 afin de mieux refléter la nature de nos contrats de change à terme et de nous aligner sur la présentation de la période à l'étude.

SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT

700, chemin de Montréal
Ottawa (Ontario)
K1A 0P7

Pour obtenir ce document, consultez le site Web de la SCHL (www.schl.ca) ou composez le 1-800-668-2642.